

RÉVOLUTION ou GUERRE

#25

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Septembre 2023



Sommaire

Scénaristes d'Hollywood vs Oppenheimer et Barbie

Situation internationale

La voie vers la guerre mondiale (Communist Workers Organization - TCI)

La grève des dockers de la côte Ouest du Canada

Comment le capitalisme utilise les politiques « identitaires » et les droits LGBTQ pour sa guerre impérialiste

Émeutes dans les villes françaises (prise de position du PCI-Le Prolétaire)

Nouveau monde, vieux monde (Battaglia comunista, TCI)

Lutte contre l'opportunisme

L'impasse politique du Courant Communiste International

Histoire du mouvement ouvrier

À propos du livre « Russia, Revolution and Counter-Revolution, 1905-1924 »

La tactique du Comintern de 1926 à 1940, Prometeo 1946, (première partie)

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/3 euros

Sommaire

Scénaristes d'Hollywood vs Oppenheimer et Barbie	1
Situation internationale	
La voie vers la guerre mondiale (CWO-TCI)	4
Sur la grève des dockers en Colombie-Britannique	6
Comment le capitalisme utilise les politiques identitaires et les droits LGBTQ pour sa guerre impérialiste	7
Émeutes dans les villes françaises (PCI-Le Prolétaire)	10
Nouveau monde, vieux monde (Battaglia Comunista-TCI)	11
Lutte contre l'opportunisme	
L'impasse politique du Courant Communiste International	16
Histoire du mouvement ouvrier	
À propos du livre « Russia, Revolution and Counter-Revolution, 1905-1924 »	23
La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (partie 1)	25

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

Scénaristes en grève d'Hollywood vs Oppenheimer et Barbie : lutte prolétarienne ou marche à la guerre généralisée

Deux films américains sont sur les écrans, *Oppenheimer* et *Barbie*. Une grève a lieu pour des augmentations de salaire depuis plusieurs mois maintenant : celle des scénaristes d'Hollywood. Ceux-là même qui écrivent pour les films. Deux films et une grève « dans l'air du temps ». Un condensé de la situation actuelle. Malgré ses problèmes de conscience pacifistes, Oppenheimer justifie dans le film la course à la bombe atomique par le fait qu'il faut arriver à la fabriquer avant les nazis. Barbie, à l'origine stéréotype de la femme « sexy » pour attirer les hommes, est devenue l'égérie du combat féministe, des *identity politics* et des droits LGBTQ. Ceux-là mêmes dont le Pentagone et l'Otan se font les promoteurs pour recruter soldats et « soldates » pour la guerre impérialiste qu'ils préparent.¹

Hollywood, une fois de plus, se met au service de la propagande idéologique « démocratique » américaine pour préparer les opinions à la guerre impérialiste : Poutine et les autres leaders dits encore hier « illibéraux », aujourd'hui « dictatoriaux », sont ouvertement homophobes et machistes. Et ils n'ont pas de cas de conscience pacifiste à la Oppenheimer. Le camp à choisir pour le prolétariat des pays occidentaux n'est-il pas limpide ? Au côté de la révolutionnaire Barbie et de l'humaniste Oppenheimer, bien sûr. Et contre les méchants Ken – le compagnon de Barbie imposant le patriarcat à *Barbie land* – que sont Poutine et les dirigeants des pays dits « illibéraux », à commencer par la Chine bien sûr. Au passage, on oubliera que les dirigeants polonais actuels, pour ne citer qu'eux, parmi les plus « vats-en-guerre » au sein de l'Otan, sont tout autant homophobes et sexistes que les premiers. En contre-plan, en contraste, avec la « décadence occidentale », les campagnes idéologiques russes, chinoises, etc., préparant à la guerre se font au nom des valeurs « traditionnelles », chrétiennes ou autres, « conservatrices », anti-gay et LGBTQ, ouvertement nationalistes – le pays est encerclé et menacé par l'Otan ou encore en Mer de Chine. Les vidéos machistes et « virilistes » pour recruter des soldats pour l'armée russe sont, elles-aussi, tout autant caricaturales.

Au moment même où *Oppenheimer* et *Barbie* sont sur les écrans, voilà des prolétaires de cette industrie qui présentent, très certainement sans en être individuellement conscients, la seule réponse qui puisse s'élever, ralentir, puis – nous l'espérons – s'opposer à cette course à la guerre. Les scénaristes d'Hollywood, des

prolétaires ? Il est vrai qu'ils n'ont pas les mains calleuses et ne portent pas des bleus de travail. Sans doute ne souffrent-ils que de tendinites dues à l'utilisation de la souris, de mal de dos et de stress. Plus sérieusement, comme tout prolétaire, ils travaillent et produisent une plus-value au profit des capitalistes ayant investi dans l'industrie du spectacle augmentant d'autant le capital d'origine.² Cela n'en fera sans doute pas le cœur du prolétariat révolutionnaire de demain, mais il n'en reste pas moins qu'ils sont eux-aussi exploités comme prolétaire par le capital. Et de cela par contre, ils en sont conscients en faisant grève pour l'augmentation de leurs salaires et en s'opposant à leur capitaliste. Bref, certes timidement, ils empruntent la seule voie qui puisse répondre à l'impasse du capital et à l'issue catastrophique que la guerre impérialiste généralisée nous promet : celui de la lutte de classe, celui de la défense des intérêts de classe des prolétaires.

Guerre impérialiste et crise capitaliste ne peuvent que s'aggraver

Car, comme la prise de position de nos camarades de la CWO-TCI le développe dans l'article qui suit, *La voie vers la guerre mondiale*, la guerre impérialiste ne voit pas la dynamique vers sa généralisation se ralentir. Bien au contraire. La guerre sur le sol ukrainien s'installe dans la durée. Les tensions impérialistes « s'élèvent », si l'on peut dire, toujours plus des dimensions économique-commercial et diplomatiques à la dimension militaire, celle des menaces nucléaires directes et des gesticulations et autres manœuvres militaires, souvent au plus près des frontières adverses. Au risque de provoquer un dérapage à tout moment. Tous les pays, à commencer par les grandes puissances, réarment et relancent leur « économie de guerre ». Enfin, la tendance générale à la polarisation impérialiste autour de deux axes qui s'affirmaient déjà avant la guerre en Ukraine, Chine et États Unis, subit une accélération et une clarification encore impensable jusqu'alors, comme l'illustre le renforcement et la vitalité retrouvée de l'Otan tout comme l'affirmation de l'alliance des Brics autour de la Chine – les deux s'élargissant à de nouveaux pays. Ce que d'aucuns appellent le « chaos » provoqué par la guerre en Ukraine, tel qu'on peut le voir en Afrique avec les récents coups d'État, n'est qu'un moment de la tendance

¹ . cf notre article dans ce numéro : *Comment le capital utilise les politiques identitaires de gauche et les droits des LGBTQ pour sa guerre impérialiste.*

² . « N'est censé productif que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital. Un maître d'école, par exemple, est un travailleur productif, non pas parce qu'il forme l'esprit de ses élèves, mais parce qu'il rapporte des pièces de cent sous à son patron. Que celui-ci ait placé son capital dans une fabrique de leçons au lieu de le placer dans une fabrique de saucissons, c'est son affaire. » (K. Marx, *Le Capital*, livre un, chap. XVI, Éditions sociales.)

– processus contradictoire et donc non linéaire – à la bipolarisation impérialiste.

Dans le même temps, la crise revient frapper l'économie mondiale avec d'autant plus de violence du fait même de la guerre impérialiste elle-même. Tous les pays et continents sont touchés plus ou moins durement. Inflation triplant (Syrie, Égypte...) parfois à trois chiffres (Argentine, Liban...), endettement généralisé, « ralentissement » de la production, formulation qui la plupart du temps signifie une « récession » (Allemagne), ou encore une « déflation », parfois augmentation massive du chômage comme en Chine³, menaces de crises et banqueroutes financières, hausse des taux d'intérêt des banques centrales américaine et européenne, chute et dévaluation du rouble russe, du peso argentin, de la livre libanaise... plongent des milliards d'individus dans la misère et la pauvreté absolue.

Crise et guerre se nourrissent l'une l'autre, avons-nous déjà affirmé dans ces pages. Plus important encore, crise et guerre se présentent aujourd'hui en même temps. Cette caractéristique de la situation historique est un élément qui « affaiblit historiquement » la classe capitaliste en vue des inévitables confrontations entre les classes que la crise et la guerre imposent. Il lui est plus difficile d'entraîner les populations, et au premier chef le prolétariat international, dans les sacrifices pour la guerre au nom d'une supposée prospérité à venir. Comme ce fut en partie le cas dans les années 1930 par exemple : la préparation de la guerre permit de réduire, au moins momentanément, le chômage de masse et de laisser accroire que la victoire militaire augurerait d'une amélioration des conditions de vie. De même, il lui est plus difficile de jouer sur les aspirations à la paix pour faire accepter les sacrifices économiques, comme lors des deux après-guerre de 1918-19 et 1945. Que la bourgeoisie ne puisse pas, ou très difficilement, faire miroiter soit une prospérité à venir soit le maintien de la paix, diminue d'autant sa capacité à maîtriser l'ampleur des confrontations massives à venir entre les classes.

Précisons aussitôt pour ceux qui ne comprendraient pas bien notre propos et les perspectives que nous mettons en avant : affirmer que le capital se trouve « historiquement affaibli » idéologiquement, ne signifie pas que la lutte prolétarienne est et va être un « long fleuve tranquille » ou une « voie royale ». La guerre impérialiste en Ukraine montre à la fois l'impuissance immédiate des prolétariats ukrainien et russe et du prolétariat international comme un tout pour s'y opposer. La faiblesse des réactions prolétariennes au niveau international ne leur permet pas non plus d'imposer un

rapport de force minimal qui imposerait au capital des reculs, ne serait-ce que momentanés et limités, de ses attaques économiques. Mais il n'en reste pas moins que le prolétariat international tend, et seulement **tend**, à s'élever pour la défense de ses conditions de vie et de travail, contre l'inflation et pour l'augmentation des salaires en particulier.

Illégalité et répression des grèves et luttes ouvrières...

La presse internationale ne s'attarde pas trop sur les manifestations, « émeutes et révoltes de la faim » qui se multiplient, essentiellement face à l'explosion de l'inflation, en Argentine, au Liban, en Tunisie, Iran, Syrie, etc., pour ne citer que quelques pays. Nous n'oublierons pas les affrontements soudains et fréquents qui surgissent régulièrement en Chine, quand il ne s'agit pas tout simplement de grèves ouvrières. Même si certaines de ces « révoltes » n'ont pas toujours de dimension directement prolétarienne et, donc, ne présentent que peu de perspectives en soi, d'autres interpellent directement ou indirectement le prolétariat comme tel, en tant que classe, afin qu'il leur donne une direction et une perspective. C'est le cas, par exemple, en Argentine, en Iran ou encore plus en Chine ; et même en... France.⁴

Nous attirerons l'attention des sceptiques quant aux perspectives que nous avançons sur cette réalité, encore une fois en mouvement, des luttes et mobilisations ouvrières. Parfois massives, elles se sont exprimées sur tous les continents et particulièrement au cœur des puissances historiques du capitalisme. Même si défaites, les mobilisations contre l'inflation et pour l'augmentation des salaires en Grande Bretagne, initiées par une vague de grèves sauvages au printemps et été 2022, ou encore la mobilisation de millions de prolétaires en France contre la énième « réforme » des retraites les six premiers mois de 2023, sont des expressions particulières de cette tendance internationale à ne pas accepter toujours plus les sacrifices économiques sur l'autel de la défense du capital national et, maintenant, du développement d'une « économie de guerre » nationale. La même dynamique, certes timide, s'est fait jour en Allemagne, en Italie, et autres pays d'Europe occidentale.

Elle s'est aussi fait jour et cherche à s'affirmer aux États Unis et au Canada. Le mécontentement et la combativité ouvrière contraignent les syndicats à organiser des votes, légalement obligatoires, pour décider de telle ou telle grève dans les grands secteurs, comme les chemins de fer, les ports ou encore l'automobile. Et bien souvent, les votes recueillis sont largement en faveur de la grève⁵. Alors s'ouvre le processus légal de négociation

³ . La Chine « a sombré dans la déflation. Les indicateurs clés, notamment la production industrielle, les investissements et les ventes au détail, sont ressortis bien en deçà des attentes. » (The Guardian, Éditorial du 21 août 2023)

⁴ . cf. la prise de position du PCI-Le prolétaire sur les émeutes des banlieues françaises que nous reproduisons dans ce numéro.

⁵ . C'est à 97 % en faveur de la grève que les travailleurs ont

qui impose un délai, souvent de plusieurs semaines, avant que la grève ait le droit de commencer. Cela laisse largement le temps aux syndicats et entreprises, sous l'œil vigilant du gouvernement et de l'État de « négocier » et de casser la dynamique de combativité et de saboter la lutte. Et, dans les cas où la combativité reste forte et la grève finalement débute, alors le gouvernement la déclare illégale, car mettant en péril l'intérêt national, comme ce fut le cas dans la mobilisation des cheminots américains, en septembre 2022, ou des dockers canadiens, cet été⁶.

Le « droit de grève » dans la plupart des pays « démocratiques » occidentaux se résume au droit de faire grève à condition que celle-ci soit impuissante et inefficace. L'extension et le développement de la *grève de masse* sont de fait illégaux et sujet à la répression. Le « droit syndical », en particulier l'obligation de poser des préavis de grève, participe de saboter et étouffer, grâce aux tactiques syndicales des journées d'action en particulier, le développement de grèves en masse ; celles-là même qui cherchent à être efficaces en imposant un rapport de force à la bourgeoisie. Et si la situation leur échappe, la répression managériale dans l'entreprise et surtout policière dans la rue et à la porte des usines vient faire respecter l'interdiction de fait de toute tentative de grève massive.

... imposent la grève de masse comme nécessité

Chaque prolétaire doit en être conscient : toute lutte conséquente, cherchant l'efficacité, ne peut que s'affronter à tout l'appareil d'État, syndicats, carcan législatif et répression. Cela en dit long sur la réalité de la démocratie bourgeoise. Formellement, tout citoyen sociologiquement prolétaire a les mêmes droits démocratiques qu'Elon Musk et autres. Nous savons tous que ce n'est que « théoriquement ». Mais le prolétariat en tant que classe, et le prolétaire comme prolétaire, n'ont pas de « droits ». Dès qu'ils luttent, il se retrouvent fondamentalement dans la même situation que leurs frères de classe de Russie, de Chine et autres pays dits « non démocratiques » : la *grève de masse* y est interdite et réprimée. Plus ou moins selon les pays et les situations, mais toujours violemment. Ce n'est sans doute pas la

répondu au vote organisé par le syndicat de l'automobile UAW aux États-Unis et 98,6 % au Canada organisé par le syndicat Unifor. La grève pour General Motor, Ford et Stellantis (ex-Chrysler, Peugeot, etc.) devrait se déclencher après le 14 septembre... si aucun accord n'est trouvé entre les patrons de l'automobile et les syndicats. À l'heure où nous écrivons, le 9 septembre, nous ne savons pas si les syndicats réussiront au préalable à imposer un accord aux ouvriers et ainsi éviter la grève... comme ce fut le cas chez UPS où le syndicat des « teamsters » imposa au dernier moment un accord évitant ainsi la grève pourtant largement votée.

⁶ . cf. article qui suit dans ce numéro : *Sur la récente grève des dockers de Colombie-Britannique (Côte ouest du Canada)*.

seule raison des difficultés des luttes prolétariennes aujourd'hui, de leur hésitation et « timidité » face au niveau et à la gravité des attaques. Mais, nous ne doutons pas qu'elle l'explique en grande partie. Pour chaque prolétaire ou groupe de prolétaires, entrer en grève ouverte, c'est-à-dire illégale, est aussi une prise de risque individuel.

Face à cela, ne pas rester isolé et étendre aussi vite que possible toute grève ou lutte est donc la priorité des priorités. La *grève de masse*, telle que Rosa Luxemburg sut la reconnaître et la décrire, celle-là même que Lénine et le parti bolchevique surent diriger avec brio de février à octobre 1917, est plus que jamais une nécessité à la fois pour imposer les revendications et développer le combat, mais aussi pour paralyser toute forme de répression.

Encourager les prolétaires à « prendre de vitesse » la bourgeoisie et son appareil d'État, en premier lieu ses syndicats, les pousser à imposer d'autres terrains, de revendications et d'affrontements en particulier, que ceux choisis par l'État capitaliste, doivent être un souci et un but permanents de la part des groupes communistes, et demain du parti ; et cela dans tous les pays quelle que soit leur régime politique. C'est ainsi que les communistes révolutionnaires se hissent au premier rang du combat de classe et peuvent réussir à « diriger politiquement » le prolétariat dans son ensemble. Cela ne se décrète pas bien sûr. Cela se gagne et se vérifie dans les combats. Dans la réalité des luttes prolétariennes elles-mêmes. Malgré d'innombrables difficultés et limites, les groupes communistes disposent d'une boussole leur indiquant le nord : les contradictions du capitalisme dont la crise et la guerre sont les expressions, les produits et les facteurs principaux, ne peuvent mener qu'à des confrontations massives entre les classes, à une lutte des classes exacerbée. Et la *grève de masse* qui leur appartiendra de diriger jusqu'à l'insurrection et la destruction de tout État capitaliste sur la planète est l'arme qui est adaptée aux conditions imposées par le totalitarisme d'État, au capitalisme d'État, que sa forme soit « démocratique » ou « non démocratique ».

En ce sens aussi, « *les prolétaires n'ont pas de patrie* » et doivent refuser de se laisser enrôler dans la défense d'un camp contre un autre dans la guerre impérialiste ; qu'il soit « démocratique » ou non. Et cela, quel que soit ce que *Barbie* et *Oppenheimer*, ou les *Rambo* russes ou chinois de l'autre, visent à nous inculquer.

L'équipe de rédaction, 9 septembre 2023

Situation internationale

Nous reproduisons ci-après un article du bulletin Aurora de la Communist Workers Organization, le groupe de la Tendance communiste internationaliste (TCI) en Grande Bretagne. Il aurait très bien pu servir d'éditorial pour ce numéro de la revue. Nous le faisons suivre d'un compte-rendu, rapide, de la grève des dockers de la côte Ouest du Canada. Il vient illustrer comment la bourgeoisie, gouvernement, syndicats et appareil répressif, hésite encore moins qu'auparavant, avant la guerre en Ukraine, à interdire et réprimer toute lutte ouvrière un tant soit peu significative. Tous les appareils d'État se mettent en ordre de bataille en vue d'imposer au prolétariat et, plus largement, aux populations, la marche à la guerre impérialiste généralisée. En particulier, l'arme idéologique est essentielle pour justifier le choix d'un camp contre l'autre. La bourgeoisie américaine l'a bien compris. Au point que le Pentagone tout comme l'Otan se font aujourd'hui les chantres du féminisme et des droits LGBTQ, comme l'illustre notre article sur le sujet. Outre de tendre à provoquer des réactions ouvrières, l'exacerbation des antagonismes sociaux, du fait de la crise et de la guerre, précipite les révoltes en tout genre, comme celle qui a incendié les villes françaises durant cinq jours en juin dernier suite à l'assassinat d'un jeune par la police.

Enfin, nous reproduisons une contribution réalisée par Battaglia comunista, l'organe de la TCI en Italie sur les nouvelles technologies telle ChatGPT. Il rappelle la position marxiste et de classe face aux nouvelles technologies, la robotique, qui ne changent rien au rapport et au mode de production capitaliste, en particulier à la nécessité pour celui-ci d'exploiter la force de travail vivant pour continuer l'accumulation du capital et la production de la plus-value. Les nouvelles technologies liées à la robotique et qui font exploser la productivité du travail, exacerbent toujours plus la contradiction et le déséquilibre croissant entre le travail vivant – les prolétaires – et le travail mort – les machines et les robots. Il en résulte une aggravation encore plus accélérée de la baisse tendancielle du taux de profit capitaliste. Les contradictions du capital – loin de s'estomper – s'approfondissent. Elles ne peuvent que le précipiter encore plus dans l'impasse historique qui mène à... la guerre généralisée.

La voie vers la guerre mondiale (CWO-TCI)

Le mois de juin a marqué le début de la contre-offensive de printemps en Ukraine. Les premiers résultats sont là : tout au plus quelques dizaines de kilomètres carrés de territoire stratégiquement insignifiants ont été échangés contre peut-être des dizaines de milliers de vies humaines. Chaque jour qui passe, l'ensemble de l'opération ressemble de plus en plus à la boucherie insensée de la Première Guerre mondiale.

Malgré cela, nos politiciens et nos médias tentent de nous « rassurer » en nous disant que la victoire est à portée de main – c'est-à-dire tant que « nous » continuons à fournir à l'armée ukrainienne la dernière et la meilleure « aide létale ». À cette fin, les alliés occidentaux de l'Ukraine n'ont cessé de repousser les limites en livrant des armes toujours plus perfectionnées et destructrices sur le champ de bataille. Le mois de juillet a vu le déploiement d'armes à sous-munitions controversées de fabrication américaine, et tout porte à croire qu'un lot d'avions de combat F-16 arrivera en août.

Il est évident que les principaux résultats de ces interventions « humanitaires » seront une prolongation de la guerre, la maximisation des souffrances humaines et l'exacerbation des tensions entre l'Otan et la Russie. Pour sa part, la Russie a été plus qu'heureuse de jouer dans cette spirale d'escalade, Poutine et Medvedev menaçant à plusieurs reprises et effrontément d'utiliser des armes nucléaires en cas d'intervention directe de l'Otan. Pendant ce temps, le groupe Wagner, exilé en Biélorussie après son étrange mutinerie de juin, a mis le

gouvernement polonais en état d'alerte. Dix mille soldats supplémentaires de l'armée polonaise – en passe de devenir la plus importante de l'UE – ont été envoyés d'urgence à la frontière biélorusse.

Militarisation du Sahel et de la mer de Chine méridionale

Si le conflit russo-ukrainien continue de faire la une des journaux, il est loin d'être le seul signe de la course vers la guerre généralisée. À la fin du mois de juillet, un coup d'État a été mené à bien au Niger. Ce coup d'État fait suite à des prises de pouvoir militaires similaires au Tchad, au Mali et au Burkina Faso, qui ont toutes eu lieu au cours des deux dernières années. Le dernier coup d'État a immédiatement provoqué la menace d'une invasion de la part de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pro-occidentale. En réponse, les juntes burkinabé et malienne se sont engagées à aider à la défense du Niger. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'invasion promise n'a pas encore eu lieu, mais la situation est extrêmement précaire.

La quasi-totalité du Sahel est désormais sous le contrôle de juntes militaires, qui semblent s'aligner sur un bloc anti-CEDEAO avec l'encouragement du gouvernement russe. La Russie, qui a déjà pris pied militairement dans la région par l'intermédiaire du groupe Wagner, a donné une impulsion significative à son offensive de charme à destination de l'Afrique lors du récent som-

met Russie-Afrique de Saint-Pétersbourg, en promettant à six des pays les plus pauvres du continent 50 000 tonnes de céréales gratuites et une remise de dette d'un montant de 23 milliards de dollars américains. Il semble peu probable que l'Occident laisse se développer un réalignement régional plus poussé sans réaction – après tout, la France et les États-Unis ont des soldats stationnés au Niger et les mines d'uranium nigériennes fournissent 20 % de l'uranium des centrales nucléaires françaises.

Entre-temps, il n'y a aucun signe de désescalade en mer de Chine méridionale. Au cours des cinq dernières années, les gouvernements américain et chinois ont adopté des attitudes de plus en plus belliqueuses sur la question taïwanaise, les deux parties menant des exercices et manœuvres de guerre massive en prévision d'une invasion par la Chine continentale. Contrairement à l'Ukraine, où l'Otan a pu confier à la population locale le rôle de tuer et de mourir, une guerre à propos de Taïwan impliquerait presque certainement la participation active du personnel militaire américain dans des rôles de combat dès le premier jour ; par conséquent, l'escalade vers un conflit mondial pourrait être rapide

Contre la fausse promesse du pacifisme

À première vue, la tendance à la guerre généralisée peut sembler inexplicable. L'humanité ne peut qu'y perdre, et pourtant nous semblons nous en rapprocher chaque jour un peu plus. Cependant, ce n'est pas le résultat d'une pure folie, ni de politiciens et de généraux

bornés qui feraient des mauvais choix. Il est une force inéluctable, enracinée dans la recherche de profits toujours plus importants, qui pousse le système capitaliste international vers des crises qui ne peuvent pas être résolues par des moyens pacifiques. Tant que nous vivrons dans ce système, où des États antagonistes s'affrontent pour défendre les intérêts particuliers de chaque capital national, nous continuerons à assister à des conflits sanglants payés par des gens qui n'ont rien à y gagner, à savoir la classe ouvrière mondiale.

L'histoire a montré à maintes reprises qu'une opposition efficace aux guerres impérialistes ne peut prendre la forme d'un simple pacifisme. Après la classe ouvrière russe qui avait pris le pouvoir en 1917, le soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière allemande a finalement mis fin à la Première Guerre mondiale. C'est la menace d'une révolution et d'une guerre civile qui a poussé les puissances européennes à arrêter le massacre pour sauver leur peau. Mais en fin de compte, le capitalisme a survécu. À peine une génération plus tard, la classe ouvrière a de nouveau été massacrée par dizaines de millions lors du cataclysme de la Seconde Guerre mondiale.

La classe ouvrière doit tirer les leçons de l'histoire. Nous devons nous organiser politiquement pour mettre en œuvre notre propre programme qui, loin de nous combattre les uns les autres, consiste à prendre le pouvoir entre nos mains et à mettre fin à la prochaine guerre mondiale avant qu'elle ne commence !

Aurora #64, Communist Workers' Organisation-TCI

Brochures (commande à intleftcom@gmail.com)

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

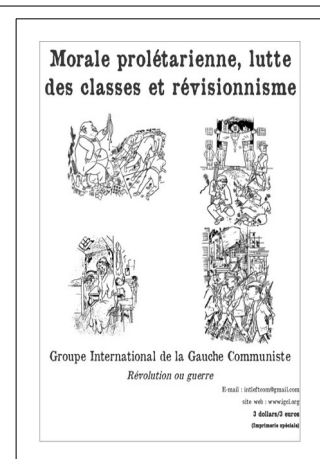
La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).



Sur la récente grève des dockers de Colombie-Britannique (Côte ouest du Canada)

Le 1er juillet 2023, une grève de 7 400 dockers dans la province canadienne de la Colombie-Britannique a entraîné la fermeture de plus de 30 ports. Selon le syndicat des dockers, l'ILWU⁷, 99,24 % des membres avaient voté en faveur de la grève, poursuivant ainsi la tendance récente au Canada qui veut que les travailleurs syndiqués votent massivement pour la grève. Chaque jour, des marchandises d'une valeur de 800 millions de dollars canadiens [CAD] (600 millions de dollars américains – USD) transitent dans ces ports. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une petite grève en termes de nombre de participants, l'effet de la grève a pris des proportions hors norme par rapport au nombre de grévistes en raison de la nature stratégique des ports.

L'ILWU avait initialement approuvé un accord imposé par le gouvernement fédéral après 13 jours de grève. Cet accord initial a été rejeté de manière retentissante par les membres du syndicat⁸. À ce stade des événements, la bourgeoisie est devenue particulièrement virulente contre les travailleurs. Des appels pour déclarer la grève illégale et imposer une loi pour le retour au travail ont été lancés. Par la suite, la grève a été brièvement reconduite après une pause d'environ deux semaines. Cette seconde période de grève a été déclarée illégale par le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) au motif que le syndicat n'avait pas fourni un préavis de grève de 72 heures. L'ILWU a alors émis un préavis de grève de 72 heures, avant de l'annuler quelques heures plus tard et d'annoncer qu'il recommandait que le nouvel accord soit soumis au vote des membres. Les 27 et 28 juillet, les membres de l'ILWU ont voté pour rejeter le nouvel accord. Le lendemain, le ministre canadien du travail a annoncé qu'il avait ordonné au CCRI d'imposer un nouvel accord ou de recourir à l'arbitrage. Dans le contexte de cette menace pour imposer un contrat par le gouvernement fédéral, un nouvel accord a été conclu et 75 % des membres de l'ILWU ont voté pour l'accepter.

Comme on pouvait s'y attendre, tout au long de ce processus, on a entendu les habituelles jérémiades sur les effets de la grève sur les petites entreprises qui dé-

pendent de la circulation des marchandises dans les ports. Cependant, l'importance de cette grève va bien au-delà de ses effets sur les petites entreprises. La toile de fond de cette grève est la polarisation impérialiste en cours, qui exige que les secteurs stratégiques de l'économie fonctionnent normalement. Le précédent ministre canadien du travail, Seamus O'Regan, a souligné l'importance des ports pour « l'intérêt national » et Chrystia Freeland, la vice-première ministre, a déclaré que l'impact économique de la grève était « intolérable ». Ce qui est intolérable pour les travailleurs, c'est l'augmentation du coût de la vie, y compris en raison de la marche à la guerre impérialiste généralisée. En outre, même si les augmentations de salaire actuelles correspondaient au taux d'inflation prévu ou le dépassaient de peu, cela serait loin d'être suffisant étant donné que le coût du logement a explosé au cours des vingt dernières années et que notre pouvoir d'achat n'a cessé de s'éroder au cours de la même période.

Cet épisode récent met également en lumière le rôle joué par le syndicat dans l'affaiblissement et l'impuissance de ce qui aurait dû être une grève efficiente, en raison de la nature stratégique des ports. L'ensemble de l'appareil d'État s'est dressé contre les travailleurs, des médias aux gouvernements provinciaux et fédéral en passant par les syndicats, qui font eux-mêmes partie intégrante de l'appareil d'État capitaliste. C'est bien le syndicat qui a manœuvré pour que les travailleurs soient contraints d'accepter un accord ou de faire face à une loi leur imposant un retour au travail et un contrat. En isolant la grève dans un seul secteur, même s'il est stratégiquement vital, le syndicat a réussi à paralyser la grève, car que peuvent faire 7 400 travailleurs face à la force combinée de l'État ? Ce n'est qu'en généralisant les grèves à tous les secteurs sur une base géographique, en organisant des piquets de grève devant les entreprises voisines et en envoyant des délégations pour inviter d'autres lieux de travail à se joindre à la grève pour des revendications communes, que les travailleurs peuvent imposer un rapport de forces qui leur soit favorable. Dans une telle situation de généralisation et de grève de masse, une loi dictant la reprise du travail serait un geste purement formel et sans effet.

Stavros, 6 août 2023

⁷ . Créé en 1934, « L'International Longshore and Warehouse Union en français : « syndicat international du débardage et de l'entreposage », abrégé en ILWU, est un syndicat nord-américain défendant les intérêts des dockers et autres ouvriers et employés du secteur de la manutention portuaire. Son réseau s'étend sur la côte Ouest des États-Unis, y compris Hawaï et l'Alaska, ainsi que la Colombie-Britannique au Canada. Outre les dockers, le syndicat défend les intérêts des ouvriers et employés du secteur hôtelier hawaïen, des ouvriers de la conserve en Alaska, ceux des entrepôts logistiques de toute la côte Ouest, et les ouvriers du secteur du livre à Portland. » (Wikipedia)

⁸ . Rappelons pour les lecteurs non anglophones que les dockers doivent être « syndiqués » pour pouvoir travailler, du fait du système du « closed-shop ».

Comment le capital utilise les politiques identitaires de gauche et les droits des LGBTQ pour sa guerre impérialiste



« La lutte pour l'Ukraine est aussi une lutte pour les droits des LGBTQ. » C'est ce qu'a proclamé *Vanity Fair* en mars 2022 dans son article sur les militants LGBTQ ukrainiens pendant la guerre russo-ukrainienne. De tels arguments sont devenus de plus en plus courants pour les défenseurs de l'Otan qui utilisent continuellement le langage et la logique de la justice sociale pour plaider en faveur de la poursuite de la guerre et du renforcement général de l'Otan. Elle s'est elle-même positionnée comme une force de justice sociale. Lors de la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie (17 mai 2023), le secrétaire général Jens Stoltenberg a prononcé un discours sur l'importance de cette question pour l'Otan. Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd J. Austin III, a fait une déclaration similaire au début du « Mois des fiertés LGBTQ », affirmant que le ministère de la Défense honorait « le service, l'engagement et le sacrifice des membres et du personnel LGBTQ+ qui se portent volontaires pour défendre notre pays. La fierté de leur service contribue à la force de l'Amérique. »⁹ Ces déclarations indiquent que le gouvernement américain et ses alliés pensent qu'il est nécessaire d'utiliser une rhétorique pro-LGBTQ en temps de guerre impérialiste.

Ces déclarations sont clairement liées à l'importance croissante de l'« intersectionnalité ». Cette idée rejette les notions marxistes de classe en faveur d'une discussion sur les différentes identités partagées par les gens, telles que la race, la sexualité et le genre. Comme le GIGC l'a déjà évoqué : « Ce qui est en partie développé ci-dessous a pour tâche de démontrer, et en particulier aux États-Unis, en quoi et comment cette notion ne sert que les sphères de la domination, en quoi par la catégorisation elle réifie en une multitude de sous catégories en les re-naturalisant l'ensemble des spécificités, des particularismes à seule fin de détourner la lutte de la classe, le prolétariat de son véritable but, la prise du pouvoir et l'instauration de sa dictature. »¹⁰ Nulle part dans notre situation actuelle cela n'apparaît plus clairement que dans les justifications de la gauche pour la guerre impérialiste en Ukraine.

L'évolution des opinions sur le genre et la sexualité, en particulier chez les jeunes, contribue certainement à expliquer pourquoi l'Otan et les États-Unis se présentent comme luttant pour les droits des LGBTQ, même bien avant le début de la guerre en Ukraine. Les jeunes générations sont moins patriotiques, moins religieuses et moins enclines à s'engager dans les services

armés.¹¹ En même temps, elles sont beaucoup plus enclines à accepter l'homosexualité et les transgenres que leurs aînés.¹² Alors que les campagnes de recrutement militaire précédentes s'appuyaient uniquement sur le machisme, un nombre croissant d'armées de l'Otan utilise le langage de l'inclusion et de la diversité pour augmenter le nombre des engagements qui est historiquement bas.¹³ En 2021, l'armée américaine a raconté l'histoire d'un caporal ayant deux mères dans le cadre de sa campagne *The Calling* [« L'Appel »]. Et dans une publicité de 2018 pour l'armée britannique, un soldat homosexuel assure au public qu'il n'aura pas besoin de cacher sa sexualité pour s'engager dans l'armée.¹⁴ Avec la guerre à l'horizon, les nouvelles publicités pour l'armée américaine combinent la diversité des publicités précédentes avec un tout nouveau niveau de ce qui ne peut être décrit que comme du *war porn* [« porno de guerre »]. Dans la dernière publicité des Marines américains, un ensemble « diversifié » de personnages se déploie et fait exploser ce qui semble être une base de l'Arctique et un croiseur de combat russes. Bien que cette publicité ne parle pas explicitement d'inclusion, cette diversité témoigne des efforts déployés par l'armée américaine pour être perçue comme un lieu inclusif pour tous les genres et toutes les sexualités.¹⁵ La menace de guerre ne faisant que croître, il semble probable que le ministère de la défense continuera à faire de la propagande qui présente le spectacle stérile de la guerre comme faisant partie de la lutte pour l'inclusion sexuelle et de genre.

Une autre raison pour laquelle les impérialistes occidentaux présentent la guerre en Ukraine comme une lutte LGBTQ est pour diaboliser la Russie en tant qu'« adversaire civilisationnel ». L'ampleur de la guerre russo-ukrainienne oblige les défenseurs de l'Otan à ne pas se contenter de critiquer le gouvernement russe, mais à déshumaniser des peuples entiers. Lors d'un défilé de la fierté ukrainienne à Varsovie, des militants ont porté des pancartes avec l'inscription

⁹ https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_214646.htm.

¹⁰ . Révolution ou guerre #17, *L'intersectionnalité : une production idéologique de la pensée dominante*, <http://www.igcl.org/L-intersectionnalite-une>

¹¹ <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/3413271/statement-by-secretary-of-defense-lloyd-j-austin-iii-on-pride-month/>.

¹² <https://www.nbcnews.com/news/military/every-branch-us-military-struggling-meet-2022-recruiting-goals-official-rcna35078>.

¹³ <https://www.washingtonpost.com/politics/2023/02/22/lgbtq-people-young-americans/>.

¹⁴ <https://thehill.com/changing-america/enrichment/arts-culture/3920015-fewer-americans-prioritizing-hard-work-patriotism-religious-faith-poll/>.

¹⁵ <https://www.thepinknews.com/2021/05/12/us-army-recruitment-drive-the-calling-queer-story-woke-video/>; <https://www.gaytimes.co.uk/life/new-british-army-advertencourages-lgbtq-people-join/>.

« Laissez l'homophobie à la Russie », et des experts ont présenté la Russie comme un agent de l'homophobie dans une bataille « entre l'Est et l'Ouest. »¹⁶ Comme nous le verrons dans un prochain article, le gouvernement russe et ses propagandistes s'empresment également de soutenir ce discours, se présentant comme les défenseurs des valeurs traditionnelles et leurs opposants comme des partisans de la « dégradation et de la dégénérescence. »¹⁷ Ce récit ne résiste pas à un examen approfondi, car de nombreux gouvernements de l'Otan se sont révélés tout aussi homophobes et transphobes que le gouvernement russe. La Turquie, deuxième puissance militaire de l'Otan, a arrêté plus de 100 militants LGBTQ dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour interdire les défilés de la Fierté. Le gouvernement polonais, l'un des principaux alliés de l'Ukraine, est notoirement homophobe et transphobe, décrétant l'existence de « zones sans LGBT » dans une grande partie du pays.¹⁸ Les États-Unis, premier fournisseur d'armes à l'Ukraine, ne sont évidemment pas étrangers à l'intolérance. La tristement célèbre « Don't Say Gay Law » [la loi « ne parlez pas des homosexuels »] de Floride¹⁹ interdit désormais Shakespeare²⁰, tandis que 20 États américains ont adopté des lois limitant la prise en charge des jeunes transgenres.²¹ Il est difficile d'imaginer que l'Ukraine elle-même se transforme en un paradis pour les personnes LGBTQ après cette guerre, comme l'ont suggéré les activistes. Le gouvernement ukrainien a récemment qualifié de « défenseurs de Marioupol » des combattants récemment libérés du régiment Azov, une organisation néonazie qui s'en est pris physiquement à des rassemblements de fierté, et il est manifestement absurde de suggérer que l'armée ukrainienne participe à une lutte civilisationnelle en fa-

veur des droits des personnes LGBTQ.²²

L'article de *Vanity Fair* sur les militants LGBTQ ukrainiens contient une anecdote qui ébranle encore un peu plus cet argumentaire bourgeois « woke » en faveur de la guerre :

« De nombreux 'queer' Ukrainiens servent dans l'armée ukrainienne, mais de nombreuses personnes transgenres - qui peuvent bénéficier d'une exemption médicale à l'ordonnance imposant à tous les hommes âgés de 18 à 60 ans de rester dans le pays [et tentant de quitter l'Ukraine. NdT] - sont bloquées à la frontière par des fonctionnaires ukrainiens qui voient un "M" sur leurs documents officiels, selon les rapports de nombreuses ONG qui leur viennent en aide. »

Ce passage révèle que de nombreuses personnes transgenres tentent, à juste titre, de fuir l'Ukraine pour éviter d'être enrôlées, mais il présente le service des homosexuels dans l'armée ukrainienne comme digne d'éloges. En brouillant les pistes, l'auteur, J. Lester Feder, présente ce traitement comme la preuve que la lutte pour les droits des LGBTQ n'est pas terminée en Ukraine et qu'une victoire militaire contre la Russie est nécessaire pour de futures avancées. Il est assez commode pour les propagandistes de l'Otan que les seuls Ukrainiens homosexuels auxquels ils se réfèrent soient deux activistes, Olena Shevchenko et Lenny Emson. Pourquoi les trans ukrainiens, détenus par les autorités frontalières afin de les envoyer sur les lignes de front, n'ont-ils pas leur mot à dire sur la question de savoir si ce conflit est « une lutte pour les droits des LGBTQ » ? Les trans ukrainiens ne partageraient-ils pas des intérêts politiques fondés sur leur identité sexuelle ? Le fait que des militants LGBTQ discutent de l'importance de la victoire militaire ukrainienne alors que d'autres trans ukrainiens tentent désespérément d'éviter la conscription, s'apercevant ainsi l'effort de guerre de leur nation, ne prouve-t-il pas la mystification de la présentation du conflit par *Vanity Fair* et du cadre de « l'intersectionnalité » lui-même ? Ces trans ukrainiens bloqués à la frontière sont certainement confrontés à des défis qui leur sont propres. Mais en termes d'intérêts politiques, ils sont dans la même position que les ukrainiens hétérosexuels voulant échapper à la mobilisation, et contraire à celle des militants queer qui veulent les envoyer au combat. Il est assez révélateur que ces militants brandissent aujourd'hui des pancartes réclamant la liberté des combattants néo-nazis d'Azov, malgré les tentatives d'Azov de poursuivre Shevchenko pour avoir utilisé des symboles ukrainiens lors d'un rassemblement LGBTQ avant la guerre.²³ Il n'y a pas de meilleur moment qu'une guerre impérialiste pour sus-

¹⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=O9gTAjbiQEM>. Il convient de noter que cette publicité n'a suscité aucune réaction de la part des conservateurs, contrairement aux publicités susmentionnées. Il semble que le ministère de la défense ait compris que tant qu'il incluait suffisamment d'explosions, il pouvait continuer à essayer de se présenter comme une institution ouverte à tous sans s'attirer les foudres de ceux qui le trouveraient « trop woke ».

¹⁷ <https://www.buzzfeednews.com/article/lesterfeder/russia-exports-homosexual-propaganda-law-in-effort-to-fight>; <https://www.youtube.com/watch?v=q112DRB5NuU&t=127s>.

¹⁸ <https://www.fairplanet.org/story/are-polands-lgbt-free-zones-here-to-stay/>.

¹⁹ https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/etats-unis-qu-est-ce-que-la-loi-don-t-say-gay-qui-est-entree-en-vigueur-en-floride_AN-202207010647.html [note pour le lecteur francophone]

²⁰ . « Les œuvres de Shakespeare se sont vu censurer par le comté de Hillsborough, dans l'État de Floride. Une conséquence de la loi sur les droits parentaux en matière d'éducation, introduite par le gouverneur républicain Ron DeSantis, qui restreint le débat sur la sexualité dans les établissements scolaires. » (Courrier International, « Jugé trop "sensuel", Shakespeare censuré dans des écoles en Floride », 10 août 2023, ndt.)

²¹ <https://www.wsfs.com/en/articles/2023/08/11/reqd-a11.html>;

²² <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-02-24/full-transcript-vladimir-putin-s-televised-address-to-russia-on-ukraine-feb-24#xj4y7vzkg>.

²³ <https://www.nytimes.com/2023/07/09/world/europe/ukraine-war-prisoners-azov.html>.

citer l'unité de la bourgeoisie tout en divisant le prolétariat par le biais de diverses lignes identitaires.

Même les adeptes de la politique identitaire qui rejettent la guerre impérialiste en Ukraine sont incapables de remettre en question la bourgeoisie. Alors que certains suggèrent qu'une optique intersectionnelle ne se débarrasse pas de la classe en tant que catégorie, la compartimentation de la classe comme une autre catégorie plus simple de l'existence humaine ne parvient pas à expliquer comment les relations sexuelles et de genre sont déterminées par les relations matérielles. Comme le dit Marx dans le *Manifeste communiste* :

« Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent ? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude, n'existe que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique. La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital. »

²⁴

Plus important encore, l'intersectionnalité ne parvient absolument pas à offrir une solution à la guerre bourgeoise. Comme le dit Lénine dans *L'État et la révolution* :

« La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Étant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte indépendante pour leur affranchissement. »²⁵

L'intersectionnalité traite l'oppression seule comme le catalyseur de l'activité révolutionnaire. Mais ce que Lénine illustre, c'est que c'est la proximité du prolétariat avec les moyens de production, comme classe opprimée, qui lui permet de mener à bien l'activité révolutionnaire. Le *Manifeste communiste* de Marx l'indique également clairement :

« Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané [« conscient » dit la version anglaise] de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la

société officielle. »²⁶

Il ne devrait pas être nécessaire pour une publication marxiste de faire cette remarque. Mais même des publications qui se décrivent comme « marxistes » ont tenté de défendre l'intersectionnalité.²⁷ Les communistes ne rejettent pas la politique identitaire simplement parce qu'elle engendre le type d'apologie libérale [de gauche] de l'impérialisme que l'on voit dans cet article. mais parce qu'elle divise le prolétariat et le prive de sa force historique. Cela ne signifie pas que le mouvement communiste doit ignorer la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQ. La re-criminalisation stalinienne de l'homosexualité n'est qu'un exemple de la façon dont l'homophobie et la transphobie sont dangereuses pour l'internationalisme, car elles ne divisent pas seulement la classe ouvrière, mais renforcent les chauvins traditionalistes qui justifient les divisions sociales. Cela signifie plutôt que le prolétariat, sous la direction d'un parti, est la seule force historiquement capable de s'attaquer à la cause profonde de la guerre impérialiste et du sectarisme. L'armée ukrainienne et une approche intersectionnelle sont incapables de lutter pour les droits des LGBTQ. Seul le prolétariat avec une approche communiste peut le faire.

Fred, Août 2023

²⁴ <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1917/staterev/ch02.htm>.

²⁵ <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er2.htm#c2.1>.

²⁶ https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmf_e18470000a.htm#sect1.

²⁷ <https://www.wsws.org/en/articles/2023/08/11/reqd-a11.html>. The Advanced Placement Exam est un moyen d'obtenir un prêt pour les élèves de collège et lycée.

Révoltes et émeutes dans les villes françaises

Nous reproduisons la prise de position sous forme de tract que le Parti Communiste International, qui publie Le prolétaire en France (pcint.org), vient de publier sur la révolte qui vient d'éclater dans les banlieues et les villes française suite à l'assassinat par la police d'un jeune de 17 ans. Nous en partageons l'essentiel. Une seule interrogation politique : le tract se termine par l'appréciation selon laquelle « en déchirant au moins temporairement l'asphyxiante paix sociale, la révolte spontanée actuelle contribue objectivement à rapprocher cette perspective » de la lutte révolutionnaire contre le capital. Certes, il est indéniable qu'elle brise la « paix sociale » et qu'elle exprime l'exacerbation dramatique et inévitable des antagonismes sociaux et l'impasse historique du capitalisme. Pour autant, il n'est pas certain que la révolte actuelle soit un moment favorable, même « objectivement », pour le développement de la lutte prolétarienne et révolutionnaire. Ne serait-ce que par l'utilisation politique et idéologique que l'ensemble de l'appareil d'État bourgeois commence à en faire pour mieux diviser entre ceux, les prolétaires, qui « comprennent » et sympathisent avec les jeunes et ceux qui « s'inquiètent » du nihilisme, de la violence sans but et des destructions que ces derniers provoquent par désespoir, rage et impuissance.

Seule, une mobilisation ouvrière spécifique pourrait présenter et donner une perspective collective et unitaire, c'est-à-dire de classe, à la révolte elle-même et faire que les jeunes révoltés entrevoient la possibilité d'une autre société et de la nécessité de s'inscrire dans ce combat révolutionnaire pour le communisme. En ce sens, le tract du PCI lui-même est, lui, un moment ou facteur de cette alternative que les révolutionnaires doivent défendre et présenter aujourd'hui aux révoltés de tout âge. C'est la raison pour laquelle nous le reprenons à notre compte et le reproduisons.

Le GIGC, le 1e juillet 2023

Révolte des quartiers prolétariens

Le capitalisme est responsable des crimes policiers, des oppressions et de la misère: c'est lui qu'il faut combattre, c'est lui qu'il faudra abattre !

Une troisième nuit d'émeutes vient de secouer le pays. Des affrontements plus ou moins violents se sont déroulés dans pratiquement toutes les communes de la région parisienne (et aussi à Paris intra-muros), ils se sont étendus à de nombreuses villes de province grandes ou moyennes: Lille, Roubaix, Strasbourg, Grenoble, Lyon, Saint Étienne, Marseille, Bordeaux Toulouse, Tours, Rennes, Rouen, Nantes, Nancy, Nice, Brest, Pau, Amiens, Annecy, Mâcon... la liste est trop longue pour les citer toutes. La mobilisation massive des diverses forces de police (40 000 policiers et gendarmes selon les chiffres officiels), l'arrêt des transports en commun ou les couvre-feux parfois décrétés n'ont pas réussi à maintenir l'ordre dans les quartiers prolétariens. Des dizaines de bâtiments publics, de commissariats ont été attaqués par des jeunes à coups de cocktails Molotov ou de pétards de feux d'artifice, des magasins ont été pillés, des véhicules incendiés, tandis que la police tirait en abondance sur les émeutiers des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc ; près de 900 personnes ont été interpellées...

La cause de cette explosion de colère est connue ; le jeune Nahel (17 ans) tué à bout portant lors d'un contrôle de voiture à Nanterre par un policier qui a invoqué la « légitime défense » ; mais une vidéo amateur a montré que le policier n'était pas menacé et que son coéquipier criait « bute-le ! » : il s'agissait donc d'un crime. Par la suite des informations de source policière ont prétendu que Nahel avait un casier judiciaire (même « long comme le bras » selon une journaliste d'extrême droite de C. News), sous entendu c'était un petit voyou qui n'a eu que ce qu'il méritait : ces « infor-

mations » étaient fausses. Lorsque le mensonge policier a été avéré, l'exécutif, se souvenant des 3 semaines d'émeutes lors de la « révolte des banlieues » de 2005, a tenté de calmer les choses. Macron a ainsi qualifié d'« inexplicable et injustifiable » l'acte du policier, suscitant la colère de l'extrême droite et du syndicat policier « Alliance », et organisé une minute de silence à l'Assemblée. Mais ces simagrées n'ont eu aucun effet sur la colère des habitants.

« LES JEUNES ONT RAISON DE SE RÉVOLTER. »

Telle est la réaction de nombreux prolétaires de ces quartiers qui ont témoigné devant les caméras²⁸. Après les premières émeutes Macron a déclaré qu'elles avaient été « marquées par des scènes de violence (...) contre les institutions et la République » qui sont « injustifiables ». Mais pour les prolétaires jeunes ou moins jeunes ce qui est injustifiable et de plus en plus en plus insupportable, c'est la situation dans laquelle ils se trouvent imposée en dernière analyse par ces institutions et cette République bourgeoises ! Au-delà du crime policier c'est cette situation qui engendre la révolte. Les démocrates incriminent une loi du gouvernement socialiste passée en 2017 pour faciliter l'usage des armes par la police lors des contrôles routiers et ils plaident, sans rire, pour une meilleure « formation des policiers à la défense des Droits de l'Homme ». S'il est vrai que depuis lors on enregistre en moyenne une personne tuée par la police chaque mois en France dans

²⁸ . cf par exemple : <https://www.leparisien.fr/video/video-je-suis-content-que-les-jeunes-se-revoltent-a-nanterre-des-habitants-tres-en-colere-apres-la-mort-de-nahel-28-06-2023-OHMOZ7V7GFHSJONRQYYFZMOZCI.php>

ces circonstances (contre une en 10 ans en Allemagne !), les crimes policiers n'ont pas attendu cette loi pour être commis : en font foi les nombreuses affaires de violences policières qui secouent régulièrement la chronique et qui se terminent le plus souvent par l'acquittement des policiers. Les discours sur une « police au service des citoyens » ne sont que de tristes phrases creuses : le rôle fondamental de la police est de défendre l'ordre bourgeois par la violence, potentielle ou ouverte, et elle est au service de la violence des rapports sociaux capitalistes basés sur l'exploitation.

La lutte contre les violences policières est inséparable de la lutte contre le capitalisme. La puissante flambée de révolte des jeunes des quartiers prolétariens est le désaveu éclatant des politiques légalistes et pacifistes des organisations syndicales et politiques réformistes, adeptes de la collaboration entre les classes. Ces politiques qui ont causé toutes les défaites ouvrières sont

responsables de l'impuissance du prolétariat face à la bourgeoisie et à son État.

Mais pour être autre chose qu'un brillant feu de paille, qu'une explosion de colère momentanée, la révolte devra trouver la voie de la lutte révolutionnaire organisée, de la lutte de classe contre tout ce système de misère, d'oppression et de répression qui seule pourra en venger toutes les victimes. Cela ne pourra se faire du jour au lendemain ; sans compter la répression, il y aura beaucoup d'obstacles à surmonter, des récupérations à éviter, de faux amis « de gauche » ou « démocrates » à écarter ; mais en déchirant au moins temporairement l'asphyxiante paix sociale, la révolte spontanée actuelle contribue objectivement à rapprocher cette perspective.

Parti communiste international-Le Prolétaire
(pcint.org), 30 juin 2023

Nouveau monde, vieux monde (Battaglia Comunista, TCI)

Le fait que nous vivions dans un monde en perpétuel changement semble aujourd'hui superflu à mentionner, tant il va de soi. *Todo cambia* [tout change], comme le chantait Mercedes Sosa, symbole de l'Argentine, en référence aux choses du monde qui passent et s'en vont.

Nous vivons à une époque où l'on s'endort le soir et où l'on se lève le lendemain matin avec un message sur WhatsApp t'annonçant : « *Cher Monsieur, c'était bien de vous avoir dans notre grande et bien-aimée famille, mais les circonstances, plus fortes que nous, nous obligent, avec une grande tristesse... bref, je ne sais pas si vous comprenez, nous n'avons plus besoin de vos services. A partir d'aujourd'hui, vous êtes licencié.* » Salutations et baisers. Vous voyez ? *Todo cambia, todo cambiaa* ? Mais pourquoi les patrons n'ont-ils pas licencié auparavant ? Bien sûr, la façon de faire a changé, mais il y a seulement dix ans, ces méthodes n'étaient pas encore utilisées. C'est aussi un signe des temps, rien qu'en respirant (si possible bien protégé), on peut sentir le changement dans l'air à chaque minute. Les révolutions industrielles/technologiques se succèdent à un rythme effréné, et à chaque tour, le chalutage emporte ses victimes. La bourgeoisie ne regarde personne en face, pas même sa mère, car il n'y qu'une seule chose devant laquelle elle s'agenouille : le profit. *Todo cambia*, mais pas le profit, pas l'exploitation, pas l'esclavage salarié, pas les licenciements. *Todo cambia*, mais, comme le disait Tomasi di Lampedusa dans *Le Léopard* (qui n'est pas par hasard un noble) : « *Il faut tout changer pour ne rien changer.* » Au contraire, tout doit être changé précisément pour maintenir le prolétariat de plus en plus soumis aux intérêts du capital. Tout changer pour que les chaînes de l'esclavage salarié soient toujours plus serrées autour

du cou des masses salariées. Mais procédons dans l'ordre.

Les révolutions industrielles

Tout d'abord, nous ne voulons pas faire un traité historique sur les révolutions industrielles, surtout en ce qui concerne les siècles passés, mais simplement fixer dans la mémoire les passages les plus importants, d'un point de vue historique, de la trajectoire du capitalisme moderne.

La première révolution industrielle a commencé à faire ses premiers pas dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, presque exclusivement en Grande-Bretagne, entre les années 1760 et le début des années 1800. D'un point de vue technologique, la découverte qui a donné une formidable impulsion à la production est sans conteste la machine à vapeur. Mais les découvertes technologiques, en particulier dans le domaine du textile, ont été suivies par l'exploitation minière, la sidérurgie et l'ingénierie mécanique ; elles ont également été accompagnées d'une révolution complète dans une nouvelle organisation du travail : les premières usines et la nouvelle division du travail ont vu le jour, avec de grandes concentrations de masses de travailleurs. Pour la classe ouvrière naissante et le prolétariat, c'est le début de l'enfer moderne, de la nouvelle **torture technologique** si bien décrite par Engels dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Malgré les différences évidentes, le destin des opprimés bat toujours la même mesure.

« *Cette condamnation à être enseveli vivant dans l'usine, à surveiller sans cesse l'infatigable machine, l'ouvrier sent bien que c'est la torture la plus pénible qui soit. Elle exerce d'ailleurs un effet extrêmement abrutissant tant sur l'orga-*

nisme que sur les facultés mentales de l'ouvrier. »²⁹ La misère des « enterrés vivants », de la société stellaire, moderne et civilisée d'aujourd'hui, passe comme une furie impétueuse sur les travailleurs modernes sans laisser de trace visible, mais elle obscurcit les consciences et les cerveaux comme jamais auparavant. Une fureur silencieuse, invisible, qui balaie tout ce qui se trouve sur son chemin. Aujourd'hui encore, quoi qu'on en dise, les prolétaires qui ont la « chance » d'être exploités sont des automates au service d'automates. Le but ultime, le profit, n'a pas changé. Les sentiments, la colère, les yeux, oui les yeux de la classe ouvrière ont changé, ils se sont obscurcis et ne peuvent plus distinguer dans les patrons leur ennemi. Engels cite à nouveau un poème qui exprime avec beaucoup d'efficacité « l'opinion des ouvriers anglais » sur le système des usines : « *Un cortège de prêtres [la bourgeoisie], inhumains/Assoiffés de sang, d'orgueil et de rage,/Conduisent, ô honte, sa main gigantesque/Et changent en or le sang des humains./Ils foulent aux pieds tous les droits naturels/Pour l'amour de l'or vil, leur dieu,/Et ils se rient de la douleur des femmes/Et ils raillent les larmes des hommes./A leurs oreilles, les soupirs et les cris d'agonie/Des fils du travail sont une douce mélodie./Des squelettes de vierges et d'enfants/Emplissent les enfers du Roi-Vapeur. »*

Nous avons voulu citer presque intégralement ce cri de douleur des ouvriers anglais contre la bourgeoisie, en l'occurrence contre son outil (la machine à vapeur). Mais c'est un cri de douleur qui devrait résonner dans le monde entier ; c'est un cri de douleur que les mères, les femmes et les hommes russes et ukrainiens connaissent sûrement bien. Car ces centaines de milliers de morts sur l'autel des intérêts de la bourgeoisie impérialiste de tous les acteurs de la guerre, c'est de la « Musique » aux oreilles de ces criminels, mais c'est la même qu'en 1845, la même « Musique » légitime qui est l'enfant de cette machine à vapeur, de ce métier à tisser au « bras de fer » ; c'est un cri de douleur qui devrait se transformer en rage ; c'est un cri de douleur qui devrait unir les prolétaires du monde entier contre l'ennemi commun : la bourgeoisie, le capitalisme.

Immédiatement, s'en est suivie la seconde révolution industrielle, presque sans interruption, à partir de la seconde moitié du XIXe siècle (vers 1860), qui s'est étendue à plusieurs pays européens. Elle s'est poursuivie jusque vers la fin de l'année 1915. Cette période est surtout marquée par l'application de l'électricité à grande échelle, avec les répercussions évidentes sur les machines électriques et donc sur la locomotion et la construction de nouvelles machines et produits ; le moteur à combustion interne est ensuite inventé, suivi de l'automobile. Cela a ouvert de nouveaux horizons dans

tous les domaines, le « gigantisme industriel » avec des usines de milliers d'ouvriers s'imposant de plus en plus. Le capital financier et ce que l'on appelle la mondialisation commencèrent à faire leurs premiers pas. Les États-Unis et l'Allemagne dépassèrent la Grande-Bretagne, le commerce mondial fit des affaires comme jamais auparavant. Le « fordisme » (la mise en œuvre du taylorisme), c'est-à-dire la parcellisation du travail, la chaîne de montage (comme on le voit, même dans le choix de la chaîne, la bourgeoisie a tout de suite mis les choses au point), réduit l'homme à un singe (avec tout le respect dû au pauvre animal), répétant à l'infini la même opération pendant toute la durée du travail (un exemple clair est fourni par le chef-d'œuvre de C. Chaplin, *Les temps modernes*), le vidant de toute énergie psycho-physique. Mais aujourd'hui encore, dans les chaînes de montage, même avec l'aide des robots, de l'informatique et d'une nouvelle organisation du travail – pensons au *just in time*, d'origine japonaise, qui élimine presque totalement les stocks dans les entrepôts – le fordisme est toujours bien vivant.

La troisième révolution industrielle s'identifie, en résumé, au passage de la technologie mécanique et analogique à la technologie électronique numérique, c'est-à-dire à la technologie de l'information, qui a commencé à faire ses premiers pas dans la seconde moitié du XXe siècle. Avant de s'enfoncer dans la forêt obscure des autres révolutions, quatrième, cinquième, etc., il est intéressant de rappeler les enseignements de la Grande Encyclopédie Treccani à propos de la révolution industrielle : « *La révolution industrielle fut l'expression même de cette révolution libérale (sic !) qui remplaça le roi, par la volonté de Dieu, par une nation et un État. Dans cette nation, les individus s'affirmaient de moins en moins par les droits du sang acquis de leurs ancêtres, et de plus en plus par la capacité d'accumuler suffisamment de richesses pour être cooptés dans le système de commandement de la société dans laquelle ils vivaient.* » Les cerveaux produisent la merde idéologique pour maintenir les masses laborieuses assujetties, et ce faisant, ils confirment la validité du marxisme obsolète et dépassé : « *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle.* »

Nous quittons le monde d'hier en répétant, une fois de plus, qu'il est toujours la mère de toutes les révolutions. Nous le faisons avec une prémisse qui aurait pu facilement ouvrir nos écrits. Reprenons Marx et Engels : « *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner continuellement les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des rapports sociaux. Au contraire, la première condition d'existence de toutes les classes industrielles antérieures a été le maintien inchangé de l'ancien système de production. La révolution continue de la production, l'ébranlement ininterrompu de toutes les conditions sociales,*

²⁹ . Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, https://www.marxists.org/francais/engels/works/1845/03/fe_18450315_6.htm

l'incertitude et le mouvement éternels distinguent l'époque de la bourgeoisie de toutes les autres. »³⁰

La nouvelle voie

L'époque que nous traversons nous confronte à des changements radicaux. Toutes les meilleures intelligences du monde sont aux pieds du capital dans l'espoir de le sortir de ses « impasses » et de lui donner une nouvelle vie. La « production d'idées » suit pas à pas la production matérielle dans ses changements et bouleversements constants. De droite à gauche, elle fourmille de débats sur la bonté de l'éternelle « meilleure » société, malgré tous ses défauts.

L'économiste et sociologue américain Jeremy Rifkin a fait sensation avec la publication en 1995 de son livre intitulé *La fin du travail*. Il prédit comment, avec l'utilisation croissante des ordinateurs, de la robotique et de l'automatisation, le chômage augmente et tend à augmenter. Il démontre, données à l'appui, qu'en dépit d'une forte augmentation de la productivité du travail, le chômage continue d'augmenter : « malgré une croissance de 2,8 % de l'économie en 2002 et une croissance rapide de 4,7 % de la productivité du travail – la plus forte augmentation depuis 1950 – plus d'un million de travailleurs ont quitté le marché du travail au cours de l'année écoulée. »³¹

Rifkin (militant du mouvement pacifiste depuis les années de la guerre du Vietnam) propose ses recettes miraculeuses, qui se concluent dès le départ dans le sous-titre de son livre : *le Déclin de la force globale de travail dans le monde et l'aube de l'ère post-marché*.³² C'est-à-dire que pour éviter la dystopie d'un monde barbare et criminel du fait des centaines de millions de chômeurs, de sous-prolétaires et de criminels issus de l'automatisation la plus poussée de l'histoire de l'humanité, il propose l'utopie du... bénévolat, du troisième secteur comme il l'appelle. Pour corroborer sa thèse, il fait appel à Alexis de Tocqueville et à ses associations morales : « dans les pays démocratiques, le savoir s'associer est la mère de tous les autres savoirs et de ses progrès dépendent ceux de tous les autres. »³³ Si nous avions su que les associations volontaires étaient historiquement suffisantes pour construire les phalanstères modernes de C. Fourier (toujours pour ne pas trop s'éloigner de Tocqueville), nous aurions pu nous consacrer à la construction de la communauté parfaite, sans maîtres ni capitalistes. Mais peut-être qu'aujourd'hui le moment est venu d'implorer les Musk, les Bezos, les Goldman Sachs : laissez-nous passer, nous sommes volontaires.

M. Rifkin ne semble pas être un fou, car des écono-

mistes plus ou moins radicaux, même des économistes dits « marxistes », ou d'autres messieurs, revues ou journaux se prétendant communistes, disent en fin de compte et pour l'essentiel les mêmes bêtises, et peut-être de manière plus malhonnête que lui.

Aujourd'hui, le débat porte essentiellement sur l'intelligence artificielle (IA), et surtout ses effets, que beaucoup qualifient de désastreux (peut-être) si l'on n'agit pas à temps.

Avant de se perdre dans les acronymes et les sigles (ChatGPT, LLM, BigG, Bard), il est utile de rappeler que parallèlement à la guerre qui se déroule, dont l'Ukraine est actuellement le point le plus chaud, une guerre non moins sanglante se joue sur les marchés mondiaux des puces et des semi-conducteurs, dont Taïwan est le leader mondial incontesté. À la fin de l'année dernière, Joe Biden avait édicté de sévères restrictions à l'encontre des entreprises américaines, leur interdisant « d'exporter vers la Chine des outils critiques pour la production de puces », et « les entreprises de toute nationalité seront empêchées de fournir à des entités chinoises du matériel ou des logiciels avec des composants américains. » Ces mesures tentent par tous les moyens de mettre en difficulté son plus grand rival/ennemi dans le secteur de la haute technologie et de l'intelligence artificielle. Micron Technology (une multinationale américaine opérant dans divers types de semi-conducteurs) a été « bannie par le gouvernement Xi, qui a décrété un blocus commercial. »

Le présent et le futur

Examinons maintenant de plus près ce que le présent et l'avenir réservent à la classe ouvrière. À l'horizon, nous ne voyons malheureusement que des vagues semblables à des tsunamis. Mais perçons les mystères des nouvelles technologies. Nous ne nous intéressons évidemment pas à l'aspect technique prédominant, sauf à le survoler, qui est le domaine des informaticiens de tous niveaux. Ce qui nous intéresse particulièrement, ce sont les effets à tous égards sur le prolétariat dans son ensemble.

ChatGPT

Plus précisément *ChatGPT (OpenAI)*, *Chatbot Bing GPT-4*. Expliquons d'abord ce qu'est un bot : un bot est un programme informatique conçu pour imiter ou remplacer les actions d'un être humain en exécutant des tâches automatisées et répétitives. Et jusqu'à présent, nous sommes encore dans l'« ancien », car ceux qui bricolent des PC auront eu des dizaines de fois à répondre à des formulaires qui contiennent une case en bas à cocher « Je ne suis pas un robot », mais après avoir tapé correctement des caractères alphanumériques délibérément déformés (aussi connu sous le nom de CAPTCHA). Le chatbot, quant à lui, représente déjà un bond en avant

³⁰ . Traduit directement de la citation reproduite en italien dans l'article.

³¹ . *idem*.

³² . *The End of Work: The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*.

³³ . Traduit directement de la citation reproduite en italien.

beaucoup plus sophistiqué : « Il s'agit essentiellement d'un logiciel qui simule et traite des conversations humaines (écrites ou parlées), permettant aux utilisateurs d'interagir avec des appareils numériques comme s'ils communiquaient avec une personne réelle. » ChatGPT est la dernière révolution dans le domaine de l'intelligence artificielle.

« Plus précisément, il s'agit d'un grand modèle de langage (LLM) conçu pour produire des textes de type humain et converser avec des personnes, d'où le "Chat" dans ChatGPT. GPT signifie Generative Pre-trained Transformer (transformateur génératif pré-entraîné). Les modèles GPT sont pré-entraînés par des développeurs humains et sont ensuite laissés à eux-mêmes pour apprendre et générer des quantités croissantes de connaissances, délivrant ces connaissances d'une manière acceptable pour les humains (chat). En pratique, cela signifie que vous présentez au modèle une requête ou une demande en la saisissant dans une zone de texte. L'IA traite alors cette demande et y répond sur la base des informations dont elle dispose. Elle peut accomplir de nombreuses tâches, depuis une conversation jusqu'à la rédaction d'un examen complet, en passant par la création d'un logo de marque, la composition de musique, etc. Bien plus qu'un simple moteur de recherche de type Google ou Wikipédia, affirme-t-on. Les développeurs humains s'efforcent d'accroître l'"intelligence" des TPG. La version actuelle de GPT est la 3.5 et la 4.0 sera disponible d'ici la fin de l'année. Selon certaines rumeurs, le ChatGPT-5 pourrait atteindre une "intelligence générale artificielle" (AGI). Cela signifie qu'il pourrait réussir le test de Turing, qui détermine si un ordinateur peut communiquer d'une manière indiscernable d'un humain. »³⁴

Le secteur de l'IA a déterminé, mais surtout déterminera une compétition sans merci entre les cinq plus grandes Big tech : Google, Amazon, Apple, Microsoft et Meta, dont le chiffre d'affaires est d'environ 1 470 milliards de dollars ; pour donner une idée de ce que cela représente, il suffit de penser que le PIB de l'Espagne (quatrième de l'UE), est d'environ 1 400 milliards d'euros. Malgré les dangers qui menacent l'IA : « anéantir l'humanité », Elon Musk (le fondateur de Tesla) est déjà à l'œuvre pour créer sa créature en concurrence avec ChatGPT, elle s'appellera TruthGpt. Entre-temps, pour lutter contre la domination de Google, le Chatbot Bing GPT-4, le moteur de recherche de Microsoft, est accessible à tous depuis le début du mois de mai de cette année. Mais en mai également, Google a lancé son BARD, également basé sur le LLM (Large Linguistic Model). Et pendant que les Big Techs avec leurs patrons en personne et les équipes de philosophes et d'intellectuels bien-pensants, fervents religieux du Saint Capital, pleurent sur les effets catastrophiques de l'IA, ils se jettent tous sur le nouveau filon d'or parce que le profit est le profit et que tout le reste peut aller se faire foutre

: Samson et l'humanité entière peuvent bien mourir.

Les effets sur l'emploi des technologies actuelles de la robotique, de l'automatisation, de l'organisation du travail – voir aussi le smart working qui se fait à la maison –, se font déjà sentir : « selon le site web Layoffs.fyi, qui recense les suppressions d'emplois dans l'ensemble de l'industrie, quelque 152 000 employés seront licenciés par plus de 1 000 entreprises d'ici à 2022. Un autre rapport de la société Challenger, Gray and Christmas, qui suit le marché du travail depuis près de 30 ans, indique que le pic le plus important de licenciements dans le secteur technologique s'est produit en novembre, avec près de 53 000 suppressions d'emplois. Il s'agit du total mensuel le plus élevé pour ce secteur depuis 2000, année où l'entreprise a commencé à suivre en détail l'évolution de l'industrie technologique. Il s'agit également du nombre de licenciements le plus élevé d'une année sur l'autre pour ce secteur depuis 2002. »³⁵ Amazon, Twitter, Meta, tous ont procédé à des dizaines de milliers de licenciements au cours du second semestre 2022. Nous ne parlons que du secteur technologique, et les prévisions pour 2023 ne sont pas différentes.

« Le niveau d'utilisation de la robotique a presque doublé dans les principales économies capitalistes au cours de la dernière décennie. Le Japon et la Corée ont le plus grand nombre de robots par employé de production, plus de 300 pour 10 000 employés, suivis par l'Allemagne avec plus de 250 pour 10 000 employés. Les États-Unis ont moins de la moitié du nombre de robots par 10 000 employés que le Japon et la République de Corée. Le taux d'adoption des robots a augmenté au cours de cette période de 40 % au Brésil, de 210 % en Chine, de 11 % en Allemagne, de 57 % en République de Corée et de 41 % aux États-Unis. »³⁶ C'est l'avenir et ce qui nous attend : « L'intelligence artificielle pourrait remplacer l'équivalent de 300 millions d'emplois à temps plein. C'est l'un des points saillants du rapport de Goldman Sachs, qui indique qu'environ deux tiers des professions sont exposées dans une certaine mesure à l'IA. Certains plus, d'autres moins. En fait, un quart des emplois aux États-Unis et en Europe sont susceptibles d'être totalement remplacés. Selon le rapport, toute personne qui perd 50 % ou plus de sa charge de travail quotidienne à cause d'un robot restera au chômage. »³⁷

L'avenir ? Sera-t-il plus ou moins lointain ? Difficile à dire. En tant que marxistes, nous n'avons pas l'habitude de raisonner avec une boule de cristal, nous laissons cela aux magiciens, aux prêtres et aux bonimenteurs. Nous pouvons seulement dire que la « théorie de la compensation » aura tendance à « compenser » de moins en moins, c'est-à-dire que les travailleurs qui sont « libérés » dans un secteur trouveront de plus en plus difficilement un emploi dans d'autres secteurs ou branches de production. Mais de cette théorie mar-

³⁴ . Michael Roberts, <https://thenextrecession.wordpress.com/2023/04/08/ai-gpt-a-game-changer/>, traduit par nos soins de l'anglais.

³⁵ . forbes.it

³⁶ . Micheal Roberts : <https://thenextrecession.wordpress.com/2015/09/24/robots-and-ai-utopia-or-dystopia-part-three/>

³⁷ . forbes.it

xienne, nous arrivons à sa loi la plus importante : la baisse tendancielle du taux de profit, précisément comme conséquence d'une composition organique différente du capital total. Roberts et d'autres « marxistes », tout en s'efforçant de comprendre (?), continuent d'utiliser les catégories capitalistes, même dans le langage : « *Les robots et l'IA intensifieront la contradiction, dans le cadre du capitalisme, entre la volonté des capitalistes d'accroître la productivité du travail par la "mécanisation" (robots) et la tendance à la baisse de la profitabilité de cet investissement pour les propriétaires du capital qui en résulte. Il s'agit de la loi la plus importante de Marx en matière d'économie politique.* » (ibidem) Outre le fait que son explication est quelque peu vague, le fait qu'un « marxiste » transforme la tendance à la baisse du taux de profit en une tendance à la baisse de la profitabilité est tout à fait révélateur. Dans son article comme dans ses posts, il ne parle jamais de profit mais toujours de profitabilité. Mais il poursuit son récit en citant un autre sympathisant « marxiste », John Lanchester : « **Il me semble que la seule façon pour ce monde de fonctionner est d'avoir des formes alternatives de propriété.** La raison, la seule raison, de penser que ce monde meilleur est possible est que l'avenir dystopique du capitalisme plus les robots peut s'avérer trop sombre pour être politiquement viable. Ce futur alternatif serait le genre de monde dont rêvait William Morris, plein d'humains engagés dans un travail utile [meaningful] et rémunéré de manière raisonnable. » Il serait intéressant de savoir ce qu'il entend par formes alternatives de propriété. Mais celles-ci existent déjà et s'appellent la propriété privée : c'est la forme et la base sur laquelle repose l'édifice social actuel : l'État capitaliste. Ensuite, on arrive dans les bas-fonds de la bourgeoisie éclairée, avec un « travail utile et rémunéré de manière raisonnable. » Qu'est-ce que cela signifie être payé raisonnablement ? L'argent, l'une des catégories fondamentales du système capitaliste, continuera donc à circuler dans un monde céleste ? Et c'est là que Mark Zuckerberg pourrait venir à la rescousse avec son « Metaverse » et nous plonger dans un monde virtuel, où, à la place de la cocaïne, il y aura des lunettes qui nous maintiendront toujours suspendus dans le vide, planant de façon éthérée dans le monde céleste des anges. Une fois, les lunettes enlevées, on se retrouve dans l'habituelle porcherie bourgeoise.

Mais revenons au « véritable marxiste », Roberts : « *En effet, le plus grand obstacle à un monde de surabondance est le capital lui-même. Bien avant que nous n'atteignons la "singularité" (si nous y arrivons un jour) et que le travail humain ne soit totalement remplacé, le capitalisme connaîtra une série de crises économiques d'origine humaine de plus en plus profondes.* » Mais comment s'en prend-il au capitalisme, « le plus grand obstacle », et ensuite ? C'est

l'homme qui provoque les crises : l'ouvrier métallurgiste à 1000 euros par mois, le chômeur à zéro euro, la femme de ménage, l'éboueur, Musk, Soros, tous ensemble passionnément. Ullallà ! Mais ce n'est pas fini, car à la fin, servie sur un plateau d'or, arrive la solution du puzzle qui nous a tant fait souffrir. La voici : « *Une société de surabondance où le travail humain est réduit au minimum et où la pauvreté est éliminée ne se produira que si la propriété des moyens de production passe d'un contrôle privé (oligarchie capitaliste) à une propriété commune (socialisme démocratique).* C'est le choix entre l'utopie et la dystopie. » (ibidem) Demain matin, dans un an, rien ne presse, allons voir les capitalistes bourgeois et disons-leur, chapeau à la main, comme il convient aux gens polis, excusez-moi messieurs de vous écarter, car nous avons décidé d'instaurer le socialisme démocratique, si vous êtes d'accord.

La réalité est tout autre, laissons ces marxistes du jour de l'an à leur sort, à leurs bons vœux. Ennemis du prolétariat au même titre que les « vrais » ennemis.

Les premiers, si bien accompagnés de faux « communistes », sont du côté opposé de la barricade, toujours prêts à tendre l'autre joue, toujours prêts à raisonner pour « remettre les choses en place ». Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire où la bourgeoisie abandonne volontairement son pouvoir. Ce sont des criminels qui ne dédaignent pas une seule minute de jeter des millions de prolétaires à la rue, de rire au nez des affamés, d'envoyer des tonnes de marchandises à la casse pour ne pas faire baisser les prix, de dépenser des milliers de milliards en armements, d'envoyer des millions de prolétaires à l'abattoir, comme ils l'ont toujours fait. Et quand nous disons « criminels », ce n'est pas pour être grandiloquents, c'est parce que nous avons toujours devant les yeux les enfants, les femmes, les vieillards, les hommes qui meurent chaque jour pour les intérêts immenses de ceux qui devraient disparaître de la surface non pas de la terre, mais de l'univers. Parce que nous n'acceptons pas que cela devienne une normalité quotidienne, comme boire un verre d'eau. Ces criminels sont la bourgeoisie capitaliste. Leurs intérêts sont inconciliables avec ceux de la grande majorité de la société. L'émancipation du prolétariat, sa libération de l'esclavage du travail salarié, de l'esclavage en général, passe par la destruction violente de l'organisation sociale capitaliste et de son État. Mais pour y parvenir, le prolétariat doit s'organiser comme « un seul homme », et pour cela il doit construire, dans l'abnégation et le sacrifice, son principal instrument, le Parti International, pour le conduire vers le seul rêve qui vaille : une société sans classes et sans maîtres, la future société communiste.

Battaglia comunista, 2 Août, 2023

Lutte contre l'opportunisme

L'impasse politique du Courant communiste international

Dans toutes nos activités, nous essayons d'être conséquents avec notre conception sur le rôle central du parti politique prolétarien – et en son absence des groupes et minorités communistes – dans le processus et devenir révolutionnaires de notre classe tout comme dans ses combats quotidiens. C'est donc par principe que nous prenons les congrès et autres conférences, assemblées ou réunions générales, etc., des autres groupes révolutionnaires et tout spécialement de la Gauche communiste, comme des moments importants de la vie du *camp politique prolétarien* et du combat pour le parti.

À la lecture des documents du 25^e congrès du CCI qui venaient d'être publiés en juillet dernier, il nous semblait qu'il ne représentait pas d'enjeu particulier pour le camp prolétarien. Empêtré dans ses contradictions théorico-politiques d'ordre idéaliste, en particulier face à son rejet de toute dynamique vers la guerre impérialiste généralisée que le capital essaie d'imposer, le CCI se voit englué dans la justification et la défense sans cesse renouvelées de sa théorie opportuniste de la *Décomposition* qui prend l'eau de toute part face à la réalité historique. Ce congrès ne fait qu'exprimer la marginalisation politique croissante de cette organisation tant au sein du camp que vis-à-vis des enjeux historiques auxquels se confronte le prolétariat international. Deux pages allaient suffire. Et puis...

Et puis... début août, sur son site internet en français, le CCI annoncent un « dossier » complet, notre modestie dût-elle en souffrir, de six articles dédiés au seul GIGC. Et, sans attendre, il en publie trois d'un coup : *Le parasitisme politique n'est pas un mythe, le GIGC en est une dangereuse expression*³⁸ ; *Les fondements marxistes de la notion de parasitisme politique*³⁹ et *La pseudo-« critique » de la plateforme du CCI par le GIGC*⁴⁰. De fait, cela nous oblige à nous étendre un peu plus que prévu sur le cas de cette organisation. Nous avons donc décidé de prendre d'abord position sur le texte qui répond à notre critique de la plateforme du CCI. Et de reproduire ensuite notre prise de position sur le congrès, sans changement, telle qu'elle fut rédigée avant le déclenchement de l'offensive du CCI contre notre groupe.

³⁸ . <https://fr.internationalism.org/content/11085/parasitisme-politique-nest-pas-mythe-gigc-dangereuse-expression>

³⁹ . <https://fr.internationalism.org/content/11084/fondements-marxistes-notion-parasitisme-politique-et-combat-contre-ce-fleau>

⁴⁰ . <https://fr.internationalism.org/content/11083/pseudo-critique-plateforme-du-cci-gigc-simulacre-danalyse-discrediter-cci-et-sa>

Tentative rapide d'explication d'une telle attaque anti-GIGC

Comment expliquer que la *plus importante organisation de la Gauche communiste*, selon ses dires, « s'abaissent » à dédier des dizaines de pages pour répondre aux critiques politiques émises par « *ce groupuscule parasitaire* » ? Cela en soi donne déjà un indice sur son désarroi politique actuel. Tout comme sur les dynamiques opposant les forces *pro-parti* et *anti-parti* au sein du camp prolétarien. **Car, que personne ne s'y trompe : derrière nous, la cible du CCI et de sa politique « anti-parasite » est l'ensemble du camp prolétarien et de ses composantes œuvrant à la clarification et au regroupement politiques des forces communistes.** Pourquoi une telle offensive que le compte-rendu du congrès n'annonce pas ? Outre l'introduction de la division et du sectarisme au sein du camp prolétarien, il est aussi **au moins** deux autres motifs **immédiats ou contingents**. Un, faire appel à la « défense de l'organisation » face au GIGC, « *groupe parasite de la pire espèce* », contraint tous les militants à taire leurs doutes sur les positions, analyses et la dynamique politiques de l'organisation ; et ainsi à resserrer les rangs en interne contre « *l'agence policière de l'État capitaliste* »⁴¹ que nous serions, ne cesse de marteler le CCI depuis notre constitution en 2013⁴². Deux, il est contraint de répondre aux questions que les contacts et jeunes militants se rapprochant de la Gauche communiste lui présentent sur les positions des autres groupes, dont la TCI et le GIGC tout particulièrement. La réalité en mouvement du camp prolétarien et des nouvelles forces et individus qui s'en rapprochent,

⁴¹ . Communiqué du CCI de 2014, <https://fr.internationalism.org/revolution-internationale/2014-05/9086/communique-a-nos-lecteurs-cci-attaque-nouvelle-officine-l-etat>

⁴² . Passons sur le fait que le GIGC n'est pas la FICCI – ne serait-ce que par sa composition et surtout par sa plateforme. Et que celle-ci ne fut pas une scission du CCI, contrairement au mensonge – véritable celui-là – du texte *Fondements du parasitisme...*, mais fut exclue. Plus ridicule encore dans cette accusation : en 2001, deux de nos membres seulement étaient adultes dont un seul ancien militant du CCI, Juan. Les autres camarades, la grande majorité, avaient entre dix et deux ans. À peine nés et déjà parasites et flics ! Pour ce qui est du rejet des accusations contre la FICCI, quiconque désireux de vérifier, peut le faire en se référant aux sommaires des 60 *Bulletin communiste* de la FICCI (<http://fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b00>), puis de la Fraction internationale de la Gauche communiste. En particulier, il pourra relever qui a véritablement violé les principes organisationnels et les statuts du CCI dans un résumé relativement court de *L'histoire du SI* de son bulletin 25 (http://fractioncommuniste.org/ficci_fra/b25/b25-4.php).

réalité dont il est bien obligé de tenir compte au moins en partie, le met ainsi en contradiction ouverte avec sa théorie du parasitisme, comme nous avons pu déjà le relever lors de la réunion du comité NWBCW à Paris⁴³. L'impasse dans laquelle il s'est enfermé, est le résultat inéluctable des contradictions objectives, historiques, provoquées par l'adoption de la théorie opportuniste et idéaliste de la décomposition et du « parasitisme » qui l'accompagne. Bref, que personne ne se laisse impressionner par la virulence des propos et les dizaines de pages déjà publiées et à venir, cette offensive n'exprime pas une position de force et de dynamisme, mais de faiblesse et de déboussolement politiques, internes et externes, croissants et inévitables.

La méthode de débat propre au CCI

Venons en à la « réponse » sur sa plateforme. En premier lieu, nous invitons chaudement nos lecteurs et les militants et sympathisants de la Gauche communiste, ou s'en rapprochant, d'accord ou pas avec nos positions et se voulant conséquents, à lire notre *Prise de position sur la plateforme du CCI*⁴⁴ pour se faire leur propre opinion. Et, en particulier, pour juger du caractère « diffamatoire, mensonger et calomnieux » de notre argumentation. Ils pourront ainsi aussi comparer notre méthode de débat et de confrontation politiques avec celle du CCI. Notre texte est relativement court. Six pages.

La méthode utilisée par le CCI peut être résumée par les citations suivantes : « *Les tares conseillistes dont le GIGC affuble la plateforme du CCI sont de pures calomnies... Ces "critiques" sont grossièrement mensongères... Diffamation ouverte, le dénigrement, la calomnie... mensonge supplémentaire, énorme, éhonté... assertions mensongères... critiques frauduleuses...* », etc. etc. D'où le « *nécessaire rétablissement de la vérité à propos de nos positions politiques* », se justifie-t-il. A leur place, nous aurions écrit la « Vérité ». Nous doutons que de telles réfutations puissent emporter d'autre adhésion que celle des adeptes et des croyants de la secte. Face à notre critique sur tel ou tel point de la plateforme, le CCI nous renvoie aussi à d'autres articles pour établir nos « *mensonges et calomnies* ». Il ne défend pas le point de la plateforme en question, ni ne l'explique, mais se réfère à un autre texte.

Exemple : notre article souligne les faiblesses, selon nous, du point de la plateforme du CCI sur le parlementarisme. Au lieu de répondre en défendant sa plateforme, le CCI nous répond ainsi : « *ce que le GIGC s'empresse de ne pas dire ici c'est que les thèses de Lénine sont reproduites intégralement dans l'article suivant du CCI*

⁴³ . Révolution ou guerre #23, Impasse et contradictions du CCI, face au parasitisme, à la TCI et au GIGC (<http://www.igcl.org/Impasse-et-contradictions-du-CCI>)

⁴⁴ . RG #18, Prise de position sur la plateforme du CCI (<http://www.igcl.org/Prise-de-position-sur-la-671>)

"La démocratie bourgeoise, c'est la dictature du capital", ce qui réduit à néant la critique d'une prétendue faiblesse de notre position sur cette question et illustre à nouveau la méthode retorse du GIGC. » Précisons que l'article en question fut publié en 2000 et se limite à une republication des *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne* de Lénine adoptées au 1^{er} congrès de l'Internationale communiste en 1919. Et alors ? Quel rapport avec la plateforme écrite en 1976 ? Convaincant, non ?

Ou bien encore : « *contrairement à ces assertions mensongères, le CCI ne minimise nullement le rôle fondamental joué par le parti dans le succès de la révolution russe (...). En attestent les nombreux articles de différentes brochures que nous avons dédiés à cette question.* » Et de renvoyer à d'autres articles et une brochure publiée dans les années 1990. Quel rapport avec la choucroute ? Quid de la plateforme elle-même ? Et donc de notre critique ? Rien.

Nous laisserons de côté les... divers mensonges du CCI lui-même. Allez, juste un pour le plaisir : « *seul un mythomane ayant l'aplomb du GIGC est capable de débiter de telles balivernes. Le CCI ne s'est jamais considéré comme étant un parti (ou un parti en miniature)* » affirme, en soulignant, sa réponse. Citation de la Résolution sur la situation internationale du 16^e congrès du CCI : « *le CCI constitue déjà le squelette du futur parti.* » Et, Rapport sur la question de l'organisation de 1975 : « *Il nous faut aujourd'hui comprendre que nous avons à constituer l'axe, le "squelette" du futur parti mondial du prolétariat.* »⁴⁵ Menteurs et mythomanes, nous serions ? Ah, dure réalité...

Et puis, il y a les silences et omissions.

La position d'ordre conseilliste de la plateforme du CCI sur la conscience de classe

Il est un passage et un argument que le texte du CCI ne mentionne pas, pas même comme *mensonge*. Et pour cause : nous fondons notre argumentation sur un article de sa *Revue internationale* et sur une Résolution du CCI, tous deux datant des années 1980. Nous nous excusons auprès du lecteur de citer le passage entier de notre prise de position sur la plateforme du CCI sur ce point. En effet, au-delà de la polémique immédiate, cette question est d'une importance fondamentale dans le combat pour le parti et fait partie, selon nous, d'un acquis de la Gauche communiste à débattre et qui dépasse le seul CCI.

« De nombreux passages de ce dernier point de la plateforme [la PF du CCI de 1976] sont justes en soi mais ils sont contredits par d'autres de nature et contenu ouvertement conseillistes. Exemple :

"L'auto-organisation des luttes de la classe et

⁴⁵ . Respectivement *Revue internationale* #122 (https://fr.internationalism.org/rint/122_rsi) et *Revue* #1 (<https://fr.internationalism.org/rinte1/orga.htm>)

l'exercice du pouvoir par elle-même n'est pas une des voies vers le communisme (...) c'est l'unique voie [souligné dans la plateforme]. *L'organisation des révolutionnaires (dont la forme la plus avancée est le parti) est un organe nécessaire que la classe se donne pour le développement de la prise de conscience de son devenir historique et pour l'orientation politique de son combat vers ce devenir.*" [PF du CCI]

Est conseilliste la substitution **des conseils ouvriers en tant qu'organes de l'insurrection prolétarienne et de l'exercice de la dictature du prolétariat** par *l'auto-organisation* des luttes et *l'exercice du pouvoir* – inutile de dire que tout gauchiste, surtout anarchiste, un tant soit peu radical se reconnaît avec enthousiasme dans ce verbiage anarchisant et plus que confus du point de vue marxiste et de classe. Est conseilliste la réduction du rôle du *parti* à la seule dimension *prise de conscience* et *orientation vers ce devenir* en lieu et place de la dimension historique, plus large, et concrète, plus immédiate, de *direction politique* tant vers ce devenir que dans les combats quotidiens de la classe révolutionnaire.

Cette réduction du rôle du parti à un simple *conseiller* ou *éclairé* de la classe⁴⁶ se fonde sur la thèse centrale de l'économisme et du conseillisme qui est malheureusement présente dans la plateforme.

"La conscience de la classe se forge à travers ses luttes, elle se fraye un chemin difficile à travers ses succès et ses défaites." [PF du CCI] Cette position de l'économisme est celle-là même que Lénine combattit à raison dans *Que faire* et que le CCI dut à son tour combattre en son sein dans les années 1980.

"En faisant de la conscience un élément uniquement déterminé et jamais déterminant de la lutte de classe ; en considérant que le " seul et unique creuset de la conscience de classe ", c'est la lutte massive et ouverte, [cette thèse] ne laisse aucune place aux organisations révolutionnaires (...). La seule différence majeure entre cette vision [centriste vis-à-vis du conseillisme] et le conseillisme, c'est que ce dernier va jusqu'au bout de sa démarche en rejetant explicitement la néces-

*sité des organisations communistes..."*⁴⁷ [article du CCI de 1985] Ce fut à la suite de ce débat interne que le CCI adopta en janvier 1984 une résolution précisant, entre autres choses, que *"la condition de la prise de conscience est donnée par l'expérience historique de la classe capable d'appréhender son avenir, et non par les luttes contingentes-immédiates."* Ce faisant, elle s'inscrivait en contradiction avec ce point de la plateforme du CCI, qui cependant n'a jamais été corrigé. »⁴⁸

La citation sur laquelle nous nous appuyons est donc un texte « officiel » du CCI lui-même, **une Résolution d'organisation**, qui contredit le point spécifique de sa plateforme sur la question de la conscience de classe et définit sa formulation comme *centrisme vis-à-vis du conseillisme*. On peut ne pas être d'accord avec nous, mais il est difficile de parler de mensonge ou de calomnie. L'impasse du CCI ? Se taper toujours un peu plus contre la réalité matérielle et historique, ici ses propres textes « officiels », qu'il ne cesse d'essayer de nier.

Sur la question syndicale, Gauche allemande ou Gauche d'Italie ?

Mais, malgré ces esquives grossières, le CCI est bien obligé de fournir quelques éléments politiques. Et là... le moins que l'on puisse dire est qu'ils viennent largement et clairement confirmer non seulement que la plateforme de 1976 subit l'influence du conseillisme mais que celle-ci est encore plus prégnante dans le CCI d'aujourd'hui. Nous prendrons un seul exemple : celui sur la question syndicale. Rappelons que notre critique principale à la plateforme est qu'elle est traversée par une démarche d'ordre conseilliste et *économiste* qui s'exprime tout particulièrement par la **tendance** à expliquer les frontières de classe par la seule impossibilité de réforme dans la décadence du capitalisme.⁴⁹

Nous ne débâterons pas ici, faute de place, l'argument pour le moins simpliste – soyons gentil – selon lequel dire, comme nous le faisons, que *« le passage des syndicats dans le camp bourgeois a été le produit d'un rapport de forces entre classes »* signifierait que nous défendons qu'il aurait été possible de maintenir les syndicats en tant qu'organisation de la classe. Pour notre part, aucune indignation, ni scandale au *mensonge* ou à la *calomnie* ici.

⁴⁶ . Note de l'article sur la PF du CCI : Le paradoxe d'un passage d'une démarche matérialiste mécanique à l'idéalisme n'est qu'apparent. Le conseilliste inconséquent qui ne va pas jusqu'à nier absolument la nécessité de l'organisation politique est contraint de réduire le rôle de celle-ci à celui « *de diffuser la lucidité et le savoir, d'étudier, discuter et formuler des idées sociales, et d'éclairer l'esprit des masses au moyen de leur propagande.* » (Anton Pannekoek, Cinq thèses sur la lutte de classe, 1947, in Pannekoek et les conseils ouvriers, EDI Paris, 1969)

⁴⁷ . Les glissements centristes envers le conseillisme, *Revue internationale* #42, 1985, <https://fr.internationalism.org/rinte42/debat.htm>

⁴⁸ . Prise de position sur la plateforme du CCI, *op.cit.*

⁴⁹ . « *En entrant dans sa phase de décadence, le capitalisme cesse d'être en mesure d'accorder des réformes et des améliorations en faveur de la classe ouvrière. Ayant perdu toute possibilité d'exercer leur fonction initiale de défenseurs efficaces des intérêts prolétariens et confrontés à une situation historique où seule l'abolition du salariat, et donc leur propre disparition, est à l'ordre du jour, les syndicats sont devenus, comme condition de leur propre survie, d'authentiques défenseurs du capitalisme.* » (Plateforme du CCI)

Le CCI et d'autres ont tout à fait le droit de penser cela et nous sommes prêts à en débattre. Notons juste que c'est passer à côté du combat politique que la Gauche d'Italie, y compris le groupe *Gauche communiste de France* (GCF) dont se revendique le CCI d'aujourd'hui, menait dans les syndicats encore jusqu'à 1945. Et donc ignorer la démarche et méthode politiques et **de principe** qui animaient la Gauche d'Italie en opposition à celle de la Gauche germano-hollandaise.

Or, dans sa réponse, c'est précisément à celle-ci que le CCI se réfère : « *en fait, les seuls combats réellement "inspirants" pour le prolétariat relativement à la question syndicale sont ceux qui ont remis en question cette institution en tant que moyen de la lutte de classe, comme ce fut le cas en particulier durant la révolution en Allemagne.* » Le propos reste vague même s'il n'en pas moins clair que ce que le CCI estime « inspirant » est l'expérience du KAPD et des AAUD et AAUE au début des années 1920. Que signifiait cette politique du point de vue de la classe et de ses combats ? Qu'étaient les AAUD ? Sinon de « nouveaux syndicats » radicaux, qui plus est avec une plateforme politique « communiste », excluant ainsi les travailleurs qui ne l'étaient pas et rejetant le rôle spécifique de direction politique du parti communiste. Sur ce plan, la politique d'ordre *économiste-conseilliste* du KAPD ne se différenciait guère de la politique syndicale opportuniste de l'Internationale communiste **au niveau des principes**, les deux appelant à la scission et la division de ce qui étaient considérés comme les organismes unitaires de la classe.⁵⁰

Pour notre part, nous nous revendiquons de la politique défendue par le PC d'Italie, puis de sa Fraction de gauche, qui s'opposait à la « scission syndicale » au nom de l'unité des travailleurs en lutte quoique fut leur opinion politique. Attardons-nous un petit moment sur ce point car il renvoie à une question de principe et illustre la « légèreté » et l'ignorance de nos aimables contradicteurs. Dans la note 7 du texte de sa réponse, en référence au *Schéma de programme de 1944 du PCint*⁵¹, le CCI nous interpelle directement : « *Ils doivent donc endosser des formulations comme "notre parti, qui ne sous-estime pas l'influence des autres partis de masse, se fait le défenseur du front unique", une politique de l'Internationale communiste lors de sa dérive opportuniste et qui avait été combattue par la Gauche italienne dès le début des années 1920.* » Le rédacteur de l'article et l'équipe l'entourant ont fait preuve là d'une paresse coupable. Que n'ont-ils lu le point jusqu'au bout. La formule qui utilise entre guillemets, oubli du CCI, « front unique » est pourtant très claire : le « front unique » comme « *manifestation organique de l'unité du prolétariat en dehors des partis, indispensable à la lutte et à la victoire.* » C'est-à-dire que le

Schéma de programme de 1944 ne fait que reprendre la position de toujours de la Gauche d'Italie : « *La tactique du front unique ne doit pas être comprise comme une coalition politique avec d'autres partis soi-disant ouvriers, mais comme l'utilisation des revendications immédiates provoquées par la situation, dans le but d'étendre l'influence du parti communiste sur les masses sans compromettre son autonomie. La base du front unique doit donc être recherchée dans les organisations prolétariennes auxquelles les travailleurs adhèrent en fonction de leur position sociale et indépendamment de leur foi politique ou de leur appartenance à un parti organisé.* » (Thèses de Lyon de la Gauche du PC d'Italie, 1926) Malgré ses cris d'orfraie et ses scandales à répétition, paresse et ignorance crasses du CCI sur les positions réelles de la Gauche d'Italie viennent bien vérifier et confirmer notre critique selon laquelle la revendication des Gauches allemande, hollandaise et italienne dans la PF du CCI « *a laissé peu de place à la gauche italienne et beaucoup à la germano-hollandaise* » – critique que le CCI qualifie de « mensonge éhonté ».

Que la Gauche allemande ait perçu « plus tôt » que les syndicats devenaient contre-révolutionnaires ne rend pas son combat plus juste et « inspirant » au plan des principes ; ni même... des combats immédiats, qu'ils fussent encore dans le flux révolutionnaire jusqu'au tout début des années 1920 ou dans le reflux contre-révolutionnaire à partir de 1923. La politique qui permettait et eût pu permettre d'établir des lignes de défense face au reflux et ainsi préserver le prolétariat du déchaînement complet de la contre-révolution internationale, passait par l'unité de classe sur le terrain des luttes revendicatives. Seule contre tous, contre l'IC et contre la Gauche germano-hollandaise d'alors, la Gauche d'Italie défendit cette politique. En ce sens, et sans les mettre au même niveau que l'Internationale dégénérante, le KAPD et la Gauche allemande d'alors participèrent eux-aussi d'aggraver le reflux et la défaite ouvrière.

Chacun son école et son inspiration donc. Pour le CCI, le KAPD ouvrant la voie au conseillisme des années 1930. Pour nous, la Gauche d'Italie. On peut ne pas être d'accord avec notre critique des faiblesses et de la démarche conseilliste du document historique qu'est la plateforme du CCI de 1976. Mais, la confrontation des différentes positions et leur clarification méritent mieux que les insultes et autres dénégations stupides du CCI. Surtout pour les jeunes générations de révolutionnaires, à commencer par les militants et sympathisants de cette organisation elle-même, qui ont besoin de s'armer théoriquement et politiquement en se réappropriant réellement les acquis et les débats de la Gauche communiste.

Août 2023

⁵⁰ . Nous ne pouvons pas développer plus notre critique du KAPD et de ses AAUD-AAUE dans le cadre de cet article.

⁵¹ . À notre connaissance, non traduit en français à ce jour.

Le 25^e Congrès du CCI : « destruction de l'humanité » ou guerre impérialiste généralisée ? (juillet 2023)

Le Courant Communiste International a tenu son 25^e congrès dont il rend compte dans une présentation⁵². Il l'accompagne de la publication de différents rapports sur les tensions impérialistes, la crise économique et la lutte des classes, auxquels il ajoute une *Actualisation de ses thèses sur la décomposition*. Cette fois, il n'est aucune nouvelle remise en question ou rejet d'ordre opportuniste des positions classiques du CCI d'origine et du marxisme, comme le furent en leur temps, la substitution d'une troisième voie à l'alternative historique révolution ou guerre (15^e congrès de 2003), la disparition de toute possibilité de guerre impérialiste généralisée (17^e congrès de 2007) ou encore du rejet de la notion de cours historique (23^e congrès de 2019), pour ne citer que les plus significatives. Hormis le rappel formel de rigueur en toute occasion contre le danger du *parasitisme*, il n'est aucune déclaration particulière sur le camp prolétarien.

De même, aucun véritable bilan sur les activités et la réalisation des perspectives avancées lors du précédent congrès ne nous est, une nouvelle fois, présenté. Quid des orientations avancées en 2021 ? De « *la lutte contre l'opportunisme dans les organisations de la gauche communiste, en lien avec celle contre le parasitisme, [de] la défense de l'organisation contre les attaques du parasitisme et pour la rupture du cordon sanitaire dont il entoure le CCI ?* »⁵³ De « *la capacité d'analyser le monde et la situation historique (...) l'un des "fondements" de notre perspective immédiate ?* » Visiblement, le soit-disant cordon sanitaire que le parasitisme, en fait notre groupe selon lui, aurait cherché à établir, c'est-à-dire l'*isolement* du CCI, perdure. Au point que nous sommes bien souvent obligés de lutter pour convaincre ceux, et pas seulement les jeunes militants, qui ne veulent pas en entendre parler, qu'il reste une organisation de la Gauche communiste et qu'il continue à défendre des positions de classe malgré sa dérive opportuniste et sectaire. Le GIGC, « *le plus dangereux des groupes parasites* », composés de « *gangsters et de flics* » selon le CCI, se retrouve très souvent le seul à le défendre ! Doux plaisirs qu'en ces occasions nous procure la défense des principes prolétariens.

Et qu'en est-il de sa capacité d'analyse ? Nous avons vu qu'un des objets, sinon le principal, des congrès précédents⁵⁴ était de justifier à tout prix la théorie de la dé-

composition en interne, vis-à-vis des doutes et de l'absence de conviction de ses propres membres sur cette théorie, qui est rejetée par l'ensemble du camp prolétarien. Une des principales implications politiques de la décomposition est la négation de toute perspective de guerre impérialiste généralisée, de Troisième guerre mondiale, comme unique voie du capital face à sa crise. Et cela avec l'argument principal que le chaos et le « chacun-pour-soi » provoqués par la décomposition annihilent toute possibilité, voire tendance, à la constitution de blocs impérialistes.⁵⁵ Mais, depuis la guerre impérialiste a éclaté en Ukraine. Elle a provoqué une polarisation impérialiste accrue et évidente pour tous, et que le dernier sommet de l'Otan à Vilnius est venu encore confirmer ; et elle marque un premier pas significatif des poussées vers la guerre impérialiste généralisée. Ces poussées se manifestent par le fait que **la préparation directe et indirecte pour la guerre, le réarmement général et précipité, la mise en place d'économie de guerre, est le facteur central de la situation, celui qui détermine et dicte, tendanciellement, dorénavant toutes les politiques que chaque bourgeoisie nationale est contrainte de mettre en place, en particulier contre son propre prolétariat.**

Sauf à perdre tout crédit, le CCI de la décomposition est donc bien obligé de reconnaître, de manière empirique, la réalité de la guerre impérialiste – après l'avoir niée – comme facteur de la situation tout en s'accrochant à la thèse, contre toute évidence, qu'il n'y a pas de dynamique de polarisation impérialiste. Répondant à ses membres en désaccord sur cette question⁵⁶, le 25^e congrès affirme que « *les conséquences du conflit en Ukraine ne mènent nullement à une "rationalisation" des tensions à travers un alignement "bipolaire" des impérialismes derrière deux "parrains" dominants, mais au contraire à l'explosion d'une multiplicité d'ambitions impérialistes, qui ne se limitent pas à celles des impérialismes majeurs, ou à l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale, ce qui accentue le caractère chaotique et irrationnel des confrontations.* »

Ce que le rapport – du congrès lui-même ! – sur les tensions impérialistes est amené à contredire. « *Si la guerre [en Ukraine] a bien été initiée par la Russie, elle est la conséquence de la stratégie d'encerclement et d'étouffement de celle-ci par les États-Unis. De cette manière, ces derniers ont réussi un coup de maître dans l'intensification de leur poli-*

⁵² . <https://fr.internationalism.org/content/11030/revolution-communiste-ou-destruction-lhumanite-responsabilite-cruciales>. Le lecteur désireux de lire les presque 80 à 90 pages de tous ces documents pourra les trouver sur le site du CCI.

⁵³ . Bilan du précédent congrès : <https://fr.internationalism.org/content/10639/comprendre-situation-historique-et-preparer-lavenir>

⁵⁴ . cf. nos différentes prises de position dans cette revue, par exemple à propos du 24^e congrès, *La barque de la décomposition prend l'eau* (RG #20, <http://www.igcl.org/24e-congres-du-CCI-la>

barque-de-la)

⁵⁵ . Le CCI d'aujourd'hui ne se soucie guère du fait que les blocs comme tels ne se constituèrent qu'à la veille, une semaine avant, du déclenchement de la 2^e Guerre mondiale, le Pacte Ribbentrop-Molotov d'août 1939.

⁵⁶ . cf. l'article qui suit dans ce numéro, *le dilemme politique des minoritaires : être conséquents et s'attaquer au dogme de la décomposition.*

tique agressive qui a un objectif bien plus ambitieux qu'un simple coup d'arrêt signifié aux ambitions de la Russie. » Et cette partie se conclut sur le fait que les États-Unis « ont resserré les boulons au sein de l'Otan en contraignant les pays européens à se ranger sous la bannière de l'Alliance, en particulier la France et l'Allemagne. »

Alors, tendance à la polarisation impérialiste ou non ? Irrationnelle et hors de contrôle la politique impérialiste américaine ? Ou bien, politique bien pensée et efficacement mise en pratique montrant force et unité de l'appareil d'État et de la classe capitaliste américaine ? Le problème avec la méthode soit-disant dialectique revendiquée à grand cri par le CCI est qu'elle reste encore prisonnière de l'opposition métaphysique des contraires. Elle n'a toujours pas compris, elle ne veut pas comprendre au risque d'abattre un des piliers de la théorie de la décomposition⁵⁷, que la défense par chaque capital national de ses intérêts, le *chacun-pour-soi*, n'est qu'un moment de la polarisation impérialiste. N'importe quel chef de gang sait qu'il doit chercher à s'allier et, si possible, avec un parrain plus fort, s'il veut défendre ses intérêts propres. Tout comme les parrains les plus forts cherchent, par l'imposition bien souvent, à s'allier des gangs plus faibles.

Ce déni de la guerre impérialiste généralisée en tant qu'un des pôles de l'alternative historique et donc en tant que facteur de la situation et de son développement concret, a pour conséquence... une tendance, revendiquée, à sous-estimer et nier la lutte des classes comme moteur de l'histoire. « *La dynamique générale de la société capitaliste (...) n'est plus déterminée par le rapport de forces entre les classes. Quel que soit ce rapport de forces, la guerre mondiale n'est plus à l'ordre du jour mais le capitalisme va continuer de s'enfoncer dans la décomposition.* »⁵⁸

Ce faisant, le CCI d'aujourd'hui est incapable de comprendre les terrains et les enjeux immédiats des attaques que chaque bourgeoisie nationale a commencé à porter et va porter chaque fois plus contre chaque prolétariat. Et cela en fonction du chemin que chacune doit parcourir, aux plans économique, politique, idéologique, etc., pour se préparer à la guerre. Il en résulte, nous ne pouvons pas nous étendre ici, des considérations et des orientations abstraites et générales, *in fine* d'ordre économiste, qui réduisent la lutte prolétarienne

au retour de « l'identité de classe » comme préalable à la lutte. Mais surtout et plus grave encore, en niant l'évolution du rapport de forces entre les classes, donc la lutte des classes, comme facteur central du développement de la société capitaliste, le CCI y substitue la lutte contre la décomposition. C'est-à-dire contre l'idée de la décomposition. Exemples : « *l'efficacité actuelle du contrôle syndical repose sur les faiblesses qui découlent de la décomposition. (...) L'une des armes les plus efficaces de la classe dominante est sa capacité à retourner les effets de la décomposition. (...) Le prolétariat de la première puissance mondiale, malgré de nombreux obstacles générés par la décomposition dont les États-Unis sont devenus l'épicentre.* »⁵⁹ Bref, les obstacles à la lutte prolétarienne ne sont pas les forces politiques bien réelles de l'appareil d'État bourgeois, mais *les effets de la décomposition*.

En 2003, lors de son 15^e congrès, gagné définitivement par l'opportunisme, le CCI avait liquidé la position sur l'alternative historique révolution ou guerre au profit d'une troisième voie, thèse classique de l'opportunisme.⁶⁰ Depuis, et sans doute face aux – à nos – critiques, il a dû abandonner toute référence à cette troisième voie qui sentait trop bon, et trop ouvertement, l'opportunisme et le révisionnisme. Mais, cela ne signifie pas qu'il a stoppé sa chute dans ces derniers. Certes, il a rétabli une alternative historique qui peut sembler sans danger au lecteur et militant non averti ou peu rigoureux. *Destruction de l'humanité ou guerre impérialiste généralisée*, n'est-ce pas la même chose ? Eh bien non. Du point de vue de la lutte prolétarienne, de ses différents enjeux et batailles, de ses terrains et de ses tempo, la *destruction de l'humanité* n'est qu'une idée, un postulat qui n'a rien de matériel – précisons : de politiquement et historiquement matériel. La marche à la guerre généralisée impose directement et concrètement encore plus de sacrifices pour sa préparation et la mise en place d'économies de guerre. Et elle contraint la bourgeoisie, force matérielle agissant sur le terrain tout aussi matériel de la lutte entre classes, à s'attaquer au prolétariat en fonction non seulement de la défense économique de son capital national, mais aussi de cette préparation à la guerre.

Le retour formel à une « alternative » n'est en rien un pas en avant pour le CCI. Mais l'expression réaffirmée de la démarche idéaliste et du cours opportuniste et révisionniste de cette organisation.

RL, 23 juillet 2023

⁵⁷ . Le CCI le reconnaît lui-même : envisager qu'il puisse exister une dynamique vers la guerre mondiale « impliquerait que l'une des prémisses clés de la décomposition – l'incapacité de la bourgeoisie à offrir une perspective à l'humanité, aussi barbare soit-elle – ait été retirée de l'équation. » (Réponse à Steinklopper mis en ligne début septembre) Une fois de plus : si la réalité ne correspond au dogme, il faut nier la réalité. La supprimer plutôt, non ?

⁵⁸ . Résolution sur la situation internationale du 23^e congrès du CCI, 2019, (<https://fr.internationalism.org/content/9922/resolution-situation-internationale-2019-conflits-imperialistes-vie-bourgeoisie-crise>)

⁵⁹ . Résolution sur la situation internationale du 25^e congrès du CCI, <https://fr.internationalism.org/content/11019/resolution-situation-internationale>

⁶⁰ . A l'époque de la 2^e internationale, la 3^e voie était celle de la réforme et du passage pacifique et graduel au socialisme.

Dilemme politique des minoritaires du CCI : être conséquents et s'attaquer au dogme de la Décomposition

Au moment de finir ce numéro, le CCI publie un texte, signé Ferdinand, *Divergences avec la résolution sur la situation internationale du 24^e congrès du CCI*⁶¹ – accompagné d'une *Réponse à Ferdinand*. Et cela deux ans après ce congrès donc. Le premier vient s'ajouter aux textes déjà publiés sous le pseudo de Steinklopper qui tendent et essaient de s'opposer aux positions les plus caricaturales et aveugles du CCI sur la situation internationale, en particulier sur la tendance à la bipolarisation impérialiste et à la guerre généralisée. A priori, il y a peu à attendre de cette tendance interne qui, de toute évidence, s'interdit de remettre en cause le cadre et le dogme de la Décomposition. De ses constats, le texte *Divergences* en conclut « *un processus asymptotique vers la défaite définitive* » du prolétariat, ne laissant aux révolutionnaires que la tâche « *de diffusion des positions révolutionnaires, mais surtout d'un travail qualitatif, théorique, d'analyse en profondeur des tendances actuelles.* » (nous soulignons) Autrement dit, une orientation de repli sur soi. Et de préservation en chambre des principes ?

Pour autant, il nous est doux et agréable de relever les critiques, en soi justes et que nous portons depuis si longtemps, que le texte adresse à la méthode idéaliste utilisée par le CCI. Celle qui part du postulat Décomposition et réduit tous les faits à celui-ci : « *Tout est un produit de la décomposition - et toute croissance est donc nulle et fausse. En outre : tout se décompose de manière homogène, une sorte de désintégration en douceur non seulement des relations humaines, de la morale, de la culture et de la société, mais du capitalisme lui-même. (...) Les implications de la contradiction entre nos vues « classiques » et la réalité étaient trop radicales.* » Et, ne gâchons pas notre plaisir, nous avons mieux encore : « *cette compréhension de la période de décomposition est schématique et (...) un abandon du marxisme.* » (nous soulignons) Bref, il n'est pas que les *flics* et *parasites* du GIGC pour dénoncer l'abandon du marxisme par le CCI.

Éternels optimistes, nous sommes. Ne désespérons pas de cette *tendance interne* même si elle semble se positionner plus à « droite » qu'à « gauche ». Aidons-là : encore un effort camarades, libérez-vous du tabou du cadre de la Décomposition. Car, et en cela nous sommes d'accord avec la position dite « majoritaire » du CCI, vos « *arguments remettent en question* » le concept de décomposition, comme il a déjà été répondu à Steinklopper.

Si vous voulez être politiquement conséquents, il va vous falloir aller jusqu'au bout au risque d'un combat interne **violent** et de prise de risque personnel – Steinklopper connaît la musique qui régit ce type de situation au sein du CCI. Il fut *premier violon* lors de la crise interne de 2001-2002. Et au cas où vous auriez des doutes, la *Réponse à Ferdinand* vous dévoile un morceau de la partition : il a « *une manière insidieuse de mettre en doute l'analyse de l'organisation* » et use d'une « **argumentation fallacieuse** [dans laquelle,] *malgré l'expression formelle d'un accord avec ce cadre [de la décomposition], transparait en réalité, à travers un nuage de fumée, une remise en question concrète de celui-ci.* »

La moindre remise en question en interne de la Décomposition présente de tels enjeux « organisationnels », en fait de *pouvoir personnel* et de faction, que le combat politique conséquent ne peut être que difficile et douloureux. Car, la théorie de la Décomposition sert aussi à fonder les théories psychologisantes des clans, du parasitisme anti-organisationnel et des pratiques internes du CCI d'ordre stalinien mises en place dans les années 1990 et surtout 2000. La remettre en question est aussi remettre en question les pratiques organisationnelles indignes et scandaleuses du passé. Les accusations déjà portées par la « majorité » selon lesquelles vos positions contredisent cette théorie et votre accord antérieur avec elle ne doivent pas vous intimider. Tout militant communiste peut et doit revenir sur des positions qu'il estime aujourd'hui erronées. Il n'y a là aucune honte, encore moins de trahison, à changer de position à condition de l'expliquer. Il s'agit là d'une fidélité à vos convictions communistes et à votre engagement militant. Exiger au nom d'un vote passé, de renoncer aux convictions politiques d'aujourd'hui est une pratique typique du stalinisme. Elle détruit les militants en tant que militants communistes et en tant qu'individus.

10 septembre 2023

⁶¹ . <https://fr.internationalism.org/content/11141/divergences-resolution-situation-internationale-du-24e-congres-du-cci> et <https://fr.internationalism.org/content/11146/reponse-a-ferdinand-divergences-resolution-situation-internationale-du-24e-congres-du>.

Histoire du mouvement ouvrier

Russie, révolution et contre-révolution 1905-1924 du point de vue de la Gauche communiste

Nous attirons l'attention de tous nos lecteurs et des militants révolutionnaires, en particulier ceux qui peuvent lire l'anglais, sur la publication du livre *Russia, Revolution and Counter-Revolution 1905-1924* qui a pour sous-titre *A View from the Communist Left*. Nous encourageons fortement tous ceux qui lisent cette langue à se le procurer auprès de *Prometheus Publication* en s'adressant à la Tendance Communiste Internationaliste à uk@leftcom.org. Le livre est publié sous le nom de Jock Dominie qui est aussi connu comme membre de la TCI.

Se basant sur un travail très sérieux rassemblant la plupart des études historiques et témoignages de militants révolutionnaires, le livre nous fournit une vision homogène de l'ensemble du processus historique et des problématiques auxquelles le prolétariat et son parti, le parti bolchevique, furent confrontés. Rien que pour cela, nous encourageons chaudement les jeunes, et moins jeunes, générations de révolutionnaires à en faire un ouvrage de référence leur permettant de se ré-appropriier l'essentiel de l'expérience révolutionnaire d'alors. Mais surtout, il fournit la position générale de la Gauche communiste sur la Révolution Russe. Elle est d'autant plus importante à fournir qu'elle se différencie des autres courants politiques, passés à la bourgeoisie – comme les staliniens trotskistes et anarchistes –, ou non comme le conseillisme, sur la base des deux principes fondamentaux du mouvement ouvrier : l'*internationalisme prolétarien* et celui de la *dictature du prolétariat*. Il en résulte que seule la Gauche communiste d'aujourd'hui défend que la Révolution Russe fut une révolution prolétarienne. Voilà pourquoi l'introduction a raison de nous rappeler que « toute compréhension de l'expérience révolutionnaire doit prendre la Révolution Russe comme point de départ. » Voilà comment est présenté le livre :

« Ce travail se divise en deux parties. La première démontre que, dans sa forme historiquement découverte de gouvernement, les soviets, la Révolution Russe a fourni une avancée toujours valable pour la classe ouvrière internationale. Nous démontrons aussi comment, malgré les inévitables erreurs subjectives (tant mises en avant par notre ennemi de classe), le parti bolchevique devint une arme véritablement révolutionnaire du prolétariat russe. Et en passant, nous réfutons la mystification selon

laquelle la Révolution d'Octobre fut un coup d'État planifié avec soin par une bande de conspirateurs professionnels et démontrons le caractère profondément de masse d'Octobre 1917.

La seconde moitié analyse comment la révolution qui avait commencé avec une telle promesse d'émancipation de la classe ouvrière a pu petit à petit glisser vers la création d'un État à parti unique. Le déclin de l'initiative ouvrière commença comme résultat du cataclysme économique et social qui amena la classe ouvrière à abandonner les usines par centaines de milliers et qui fut exacerbé par la guerre civile.»

Ce faisant, le livre expose les difficultés et contradictions rencontrées par le prolétariat en Russie, du fait de son isolement international. Et il présente les questions politiques auxquelles la seule force organisée qui restait dans un pays dévasté, le parti bolchevique, du fait de l'affaiblissement progressif de la mobilisation des grandes masses du prolétariat, essayait de répondre afin de maintenir tant bien que mal en vie la dictature du prolétariat dans l'attente de l'extension internationale de la révolution. Une de ces réponses fut précisément de prendre en charge responsabilités et tâches que l'ensemble du prolétariat, affamé et épuisé, pouvait de moins en moins assurer ce qui l'amena à se substituer à celui-ci. En cela, le livre a raison de rappeler que « la relation parti-classe n'a jamais été clairement définie [et que le processus amenant le parti à exercer seul le pouvoir] tout comme pour les autres aspects de la Révolution d'octobre, fut dicté plus par les circonstances que par une position pré-établie. » (p. 207-208) Outre l'analyse des événements dans le cadre des principes essentiels du mouvement prolétarien, l'ouvrage du camarade a en plus le grand mérite de se refuser à donner des réponses tranchées et définitives sur tout un tas de questions d'ordre « tactique » qui se posèrent alors et que nous pouvons toujours considérées comme « ouvertes ». « Contrairement aux trotskistes (toujours à la recherche de fournir la 'direction juste' pour les travailleurs, nous ne cherchons pas une répétition précise ou à défendre une simple 'formule' pour rencontrer le succès. » (p. 220) Il en est plusieurs que la lecture du livre nous rappellent ou encore éveillent. Ainsi, du point de vue militant, il pousse à la réflexion, au débat et à la confrontation po-

litique sur des questions qu'on aurait tort de croire qu'elles n'appartiennent qu'au passé même si nous savons « *que les conditions qui ont produit cette révolution ne se répéteront pas.* » (p. 5)

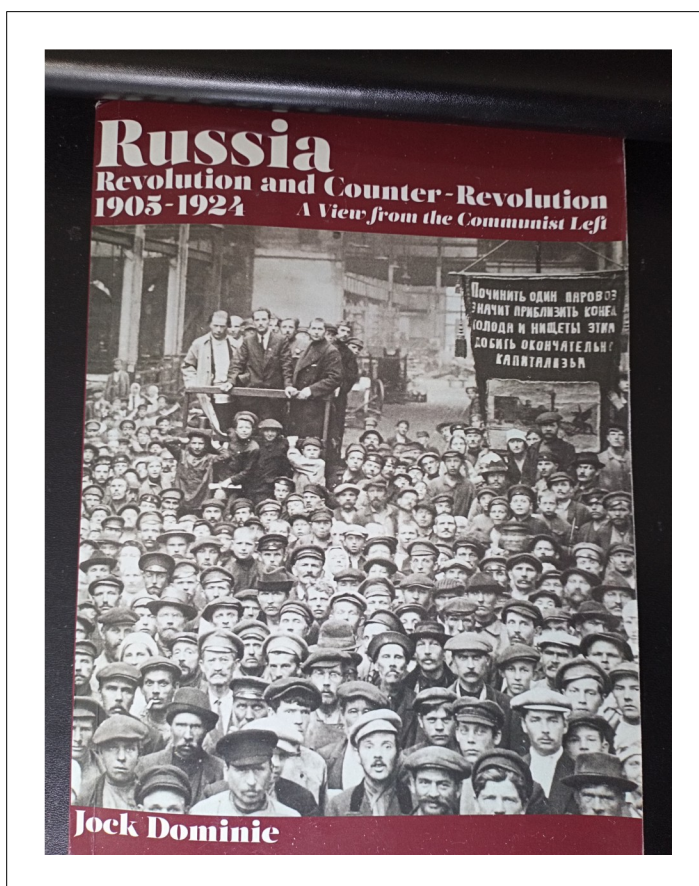
Nous ne pouvons pas les traiter ici, ni même les mentionner toutes. Mais, ces questions font partie à la fois de la réflexion que tout groupe communiste doit mener sur l'expérience russe et des débats, voire même des confrontations politiques, que le camp prolétarien d'aujourd'hui devrait assumer. Bien souvent, ces questions et divergences d'appréciation traversent les groupes communistes eux-mêmes – y compris le nôtre bien sûr. C'est normal et inévitable, sauf à décréter une unanimité de façade face à une réalité historique complexe et extrêmement mouvante propre aux périodes révolutionnaires. Même si la plupart de ces questionnements ne posent pas des questions de principe, ni d'enjeu politique immédiat, il n'en reste pas moins qu'ils peuvent cacher des approches et des méthodes politiques différentes. Or, il conviendrait de les confronter ouvertement avant même qu'elles viennent à se poser, ou reposer, de manière urgente et dramatique au cours même des événements, des confrontations de classe et au cœur de la tourmente historique qui vient.

Nous aurions beaucoup de choses à dire, parfois critiques. Elles portent sur des questions secondaires. Parmi celles-ci, nous serions plus critiques vis-à-vis de la « Fraction Boukharine » de 1918 que le livre, même s'il reconnaît que ce fut Lénine qui eut raison à propos de la signature du traité de Brest-Litvosk. De même, il conviendrait de discuter la tendance à situer le début de la contre-révolution à 1921, après le dramatique et sanglant épisode de Kronstadt. Si tel était le cas, il conviendrait de s'interroger sur la validité de certaines des orientations politiques que la Gauche d'Italie, dont nous nous – la TCI comme nous – revendiquons, adopta, mis en avant et défendit au sein même de l'Internationale communiste.⁶² De même, si nous nous reconnaissons dans l'ex-

position et l'analyse des différents moments que connut la Révolution en Russie et les difficultés provoquées principalement par l'isolement international, nous serions plus mesurés quant aux critiques adressées au parti bolchevique et à Lénine en particulier qui apparaissent ici et là. Par exemple, la formule « *Lénine a créé les conditions pour la montée de Staline* » (p. 216) qui suit un passage critiquant la montée de la « discipline en soi » au sein du parti, nous semble, en soi fautive, dans le contexte du livre pour le moins confuse et trop rapide – elle mériterait d'être argumentée –, et en contradiction avec la démarche et la thèse générale du livre expliquant l'échec final.

Ces observations n'enlèvent rien, tout au contraire, à notre invitation et encouragement à se procurer le livre et à en faire un document de réappropriation et de travail pour renforcer les forces appelées à constituer le parti de demain. Revoir les difficultés telles qu'elles se posèrent et examiner les réponses fournies par le parti bolchevique et, plus largement, l'Internationale communiste, non pas à partir de positions supposément établies d'aujourd'hui, de manière dogmatique et a-historique, mais dans le cours même des événements, voilà la méthode que présente et nous offre le livre. Étudier les positionnements des uns et des autres à l'occasion des différentes *barricades* que les antagonismes de classe, aiguisés par la situation révolutionnaire et le drame historique, dressèrent tout au long de la période est la méthode que nous devons utiliser... si les maigres forces communistes d'aujourd'hui veulent se préparer au mieux aux défis qui les attendent. Rien que pour cela, il faut se procurer le livre.

RL, Septembre 2023



⁶² . Nous renvoyons nos lecteurs à notre introduction au texte de *Prometeo* des années 1946-47 qui est reproduit page suivante.

Le texte sur La tactique du Comintern de 1926 à 1940 qui suit, fut publié en 1946 et 1947 dans les numéros 2, 3 4, 6 et 7 de la revue Prometeo du Partito Comunista Internazionale constitué en Italie en 1943. Nous serons nous aussi contraints de le publier en plusieurs fois du fait de sa longueur. À notre connaissance, il ne fut jamais traduit en français. Une version anglaise existe sur le site du Parti communiste international dit de « Florence »⁶³, qui publie Il Partito comunista en italien et The Communist Party en anglais. Mais c'est grâce à sa traduction en espagnol par les camarades du groupe révolutionnaire Barbaria (<https://barbaria.net>) que nous nous sommes aperçus de l'intérêt de le traduire et de le faire connaître au maximum.⁶⁴

Signée par Vercesi (Ottorino Perrone), un des dirigeants historiques du PC d'Italie, puis de sa fraction hors d'Italie, « cette étude, qui n'a qu'un caractère informatif sur la tactique du Comintern [l'Internationale Communiste] de 1926 à 1940, et qui ne peut même pas épuiser un problème aussi vaste, doit se réduire à donner les éléments essentiels de cette tactique dans ses étapes fondamentales, que nous énumérons ici : Le « comité Anglo-russe » (1926); La question russe (1927); La question chinoise (1927); Offensive et tactique social-fasciste (1929-1933); Tactique de l'anti-fascisme et du Front populaire (1934-1938); Tactique des partis communistes durant le Second conflit impérialiste mondial. »

La Révolution Russe et la vague révolutionnaire internationale de 1917 à 1923, les temps forts marquant les tournants, victoires et défaites de cette période, sont globalement connus (cf. la présentation précédente du livre Russie, révolution et contre-révolution). On peut regretter que ce soit trop souvent de manière superficielle ou bien manichéenne selon les dogmes politiques des uns et des autres. Par contre, la période contre-révolutionnaire qui suit et qui se joua d'abord et avant tout au sein même de l'Internationale communiste, la montée du stalinisme et la défaite des gauches, reste souvent largement méconnue. Or, elle aussi est pleine de leçons. Pour beaucoup de courants révolutionnaires, dès 1923, voire 1921 il n'y avait plus rien à faire, au mieux « sauver les principes », vu le reflux international et l'isolement de la Russie révolutionnaire.

L'expérience que retrace la contribution nous rappelle que ce ne fut pas la voie que prit la Gauche d'Italie. Outre l'exposition claire – et nécessaire – du processus et des différents moments-clés de la dégénérescence de l'Internationale, elle démontre aussi qu'il y avait encore « beaucoup à faire ». La défense des principes en soi, à cette époque celle de l'internationalisme prolétarien en particulier face à l'abomination théorique et de principe du « socialisme en un seul pays » prôné par le stalinisme, ne suffit pas si elle n'est pas accompagnée de la mise en avant d'orientations politiques destinées au prolétariat, y compris lorsque celui-ci recule. Il convenait et il était possible, même si très difficile bien sûr, d'avancer des orientations alternatives aux directives de l'Internationale et des PC permettant au prolétariat international d'établir des lignes de défense minimale contre les forces internationales, y compris russes, de la contre-révolution. Si après 1923, le reflux s'imposait, le déchaînement de la contre-révolution internationale – dont le stalinisme devint le facteur central – aurait pu être contrecarré et limité. Il n'y avait aucune fatalité, malgré les défaites successives qui suivirent, à ce qu'elle prit cette ampleur et cette profondeur dont nous souffrons encore aujourd'hui, un siècle plus tard. Le fait que la Gauche n'ait pas réussi à guider le prolétariat et à le « diriger » vers une retraite internationale « ordonnée » n'enlève rien à la validité et l'exemplarité de ses combats, tant en terme de principe que politique et tactique. Elle fait partie intégrante de l'expérience que les jeunes générations appelées à former le parti de demain doivent se réapproprier pour la confrontation massive entre les classes que la crise capitaliste et la guerre impérialiste imposent de nouveau aujourd'hui.

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (1e partie, Prometeo 2, 1946)

En mars 1926, la sixième session de l'Exécutif élargi se tient à Moscou et Bordiga conclut son discours en déclarant que le moment est venu pour les autres partis de l'Internationale Communiste de rendre au Parti russe ce que celui-ci leur a donné sur le plan idéologique et politique, et il demande expressément que la question russe soit inscrite à l'ordre du jour des prochains débats de l'Internationale.

Si, du point de vue formel, cette proposition eut une issue favorable puisque, lors du 7ème Exécutif élargi, ainsi que lors de la session plénière suivante de l'Exécutif de l'Internationale, la question russe fut longuement discutée, du point de vue du fond, en revanche, les choses furent très différentes, et tous les partis de l'In-

ternationale bloquèrent les solutions théoriques, politiques et disciplinaires données précédemment par le Parti russe. Ces solutions touchaient aux principes mêmes sur lesquels l'Internationale communiste avait été édifée et apportaient aux bases mêmes de la Révolution Russe des transformations substantielles qui devaient conduire à une répression impitoyable contre les artisans de la révolution et au renversement parallèle de la Russie des Soviets, destinée finalement à devenir l'un des instruments essentiels de la contre-révolution et de la préparation du second conflit impérialiste.

Le fait est qu'en 1926, grâce à la « bolchevisation » réussie que Zinoviev avait effectuée lors du Ve congrès mondial en 1924, les cadres dirigeants de tous les partis

⁶³ . <https://www.international-communist-party.org/>

⁶⁴ . Nous avons traduit le texte à partir de la version espagnole fournie par Barbaria et l'avons vérifiée avec la version italienne d'origine.

avaient radicalement changé. Les courants qui avaient convergé organiquement en 1920, lors de l'émergence de l'Internationale, vers la même issue révolutionnaire qui s'était affirmée de façon décisive dans le triomphe de l'Octobre russe, avaient été remplacés par d'autres tendances. Et ces tendances, véritables mouches du coche qui avaient suivi le char victorieux de la révolution russe sans apporter la moindre contribution à la formation des partis communistes, et qui y somnolaient en attendant leur heure, ne pouvaient que répondre à l'appel de la contre-révolution naissante en Russie et lui prêter main-forte dans l'œuvre alors à peine ébauchée de destruction des cadres de l'Internationale.

Si nous avons rappelé les propositions faites par la Gauche italienne, par la bouche de Bordiga, au 6ème Exécutif élargi de l'Internationale, c'est pour souligner que ce courant était déjà conscient de tous les graves événements en train de mûrir et leur point central : le tournant radical qui se préparait dans la politique de la Russie soviétique.

Ce fut la dernière fois que la gauche italienne put se faire entendre au sein de l'Internationale et du Parti : un an plus tard, non seulement elle mais tous les autres courants d'opposition furent définitivement expulsés de l'Internationale et la condition d'adhésion devint la reconnaissance de cette théorie du « socialisme dans un seul pays » qui représentait une rupture flagrante avec les programmes sur lesquels l'Internationale elle-même s'était constituée.

L'asservissement du Comintern aux intérêts de l'État russe était désormais vérifié. Et les partis communistes des différentes nations, au lieu d'avancer vers le seul objectif réel de la lutte révolutionnaire contre leur capitalisme, devenaient les pions manipulés pour les besoins du jeu diplomatique de la Russie avec les autres puissances et étaient conduits, lorsque ces exigences l'exigeaient, aux compromis les plus stériles avec les forces de l'opportunisme centriste et de la bourgeoisie.

Cette étude, qui n'a qu'un caractère informatif sur la tactique du Comintern de 1926 à 1940, et qui ne peut même pas épuiser un problème aussi vaste, doit se réduire à donner les éléments essentiels de cette tactique dans ses étapes fondamentales, que nous énumérons ici :

1. Le « comité Anglo-russe » (1926);
2. La question russe (1927);
3. La question chinoise (1927);
4. Offensive et tactique social-fasciste (1929-1933);
5. Tactique de l'anti-fascisme et du Front populaire (1934-1938);
6. Tactique des partis communistes durant le Second conflit impérialiste mondial.

Le « comité anglo-russe »

En 1926, un événement majeur bouleversa à la fois l'analyse de la situation faite par le Ve Congrès de l'Internationale (1924) et la politique qu'elle avait suivie en Russie et dans d'autres pays. La situation mondiale avait été caractérisée par la formule de « stabilisation » qui, évidemment, n'excluait pas la possibilité d'une reprise de la vague révolutionnaire, mais – par le réflexe tactique qu'elle impliquait – loin de faciliter l'orientation de l'Internationale vers la reprise de la lutte prolétarienne, la rendait prisonnière de formulations et d'organismes tactiques qui ne peuvent être changés ou brisés du jour au lendemain.

En effet, le processus politique n'est pas un conglomérat inégal d'expédients tactiques au point que le parti peut appliquer à chaque situation ce qui lui convient comme le ferait un médecin après avoir diagnostiqué la maladie. Le parti, facteur directeur de l'évolution historique, ne peut que se façonner en fonction des tactiques et des politiques qu'il applique. Il ne pourra intervenir dans une situation révolutionnaire que dans la mesure où il a pu s'y préparer dans les phases qui l'ont précédée ; en l'absence de cette préparation, il est évident que le parti, s'étant enfermé dans un processus politique opposé, ne peut éviter d'y rester coincé, s'interdisant ainsi toute possibilité de diriger la lutte du prolétariat.

Or, lorsqu'en 1924 on parle de « stabilisation », il est clair qu'on ne se limite pas à un examen purement statistique et technique de l'évolution économique, mais que, sur la base de l'observation incontestable du déclin de la vague révolutionnaire après la défaite du développement allemand en 1923, une discussion politique s'engage qui, d'ailleurs, est en parfaite harmonie avec les décisions tactiques de l'Internationale. Ces décisions tournaient autour de l'objectif fondamental du maintien de l'influence communiste sur les larges masses. Et comme, dans une situation aussi défavorable, le contact avec les larges masses n'était possible que par le développement de relations politiques avec les organisations sociales-démocrates qui bénéficiaient du reflux révolutionnaire, la formule de la « stabilisation » impliquait la tactique du « noyautage » des directions des partis sociaux-démocrates et des syndicats.

Lorsque la gigantesque grève des mineurs britanniques éclata en 1926, l'Internationale ne put que tirer les conséquences de la tactique déjà établie. Les dirigeants syndicaux s'empressèrent de conclure des accords permanents avec les dirigeants syndicaux soviétiques, et le Comité anglo-russe fut contraint de jouer le rôle que lui dictaient les événements.

La grève devint générale, et si toute l'analyse économique faite par le Cinquième Congrès s'effondra, la tactique qui en découlait, elle, ne s'effondra pas. Non

seulement l'Internationale se retrouva dans l'impossibilité de révéler aux masses le rôle contre-révolutionnaire des dirigeants syndicaux, mais elle dut aller jusqu'au bout et maintenir sa solidarité avec eux tout au long de cette grande mobilisation prolétarienne dans l'un des secteurs fondamentaux du capitalisme mondial.

Pour mieux comprendre la tactique de l'Internationale en la matière, il faut se rappeler qu'au même moment triomphait en Russie la tendance de droite Boukharine-Rikov. Cette tendance s'était développée dans le cadre général d'une tactique qui, après avoir assimilé le destin de l'État russe au destin du prolétariat mondial, était passée dans un deuxième temps à faire dépendre la politique des partis communistes des besoins de cet État. Et Boukharine put justifier la tactique suivie au sein du Comité anglo-russe en se référant aux « intérêts diplomatiques de l'URSS ». (Exécutif de l'Internationale de mai 1927).

Quant à cette tactique, il suffit de rappeler qu'après les conférences anglo-françaises de Paris en juillet 1926 et de Berlin en août 1926, les délégués russes à la conférence de Berlin en avril 1927, qui avaient reconnu dans le Conseil général « le seul représentant et porte-parole du mouvement syndical en Angleterre », s'engageaient « à ne pas affaiblir l'autorité » des dirigeants syndicaux et « à ne pas s'occuper des affaires internes des syndicats anglais » après la trahison ouverte de la grève générale par la direction sociale-démocrate. Et il n'est pas inutile de rappeler que le capitalisme britannique, dès qu'il put liquider la grève générale, paya avec la gratitude d'usage les dirigeants russes si généreux de leurs services, et que, directement à Londres, indirectement à Pékin, le gouvernement Baldwin passa à l'offensive contre les représentations diplomatiques soviétiques.

La revue *Lo Stato Operaio*, publiée par le parti communiste italien à Paris, dans son numéro 5 de juillet 1927, dans un article sur *L'Exécutif et la lutte contre la guerre* (il s'agit de l'Exécutif de l'Internationale), polémique contre l'opposition russe, s'exprime ainsi sur le Comité anglo-russe : « Cette tendance (de l'opposition) apparaît encore plus clairement dans la critique de la réunion du Comité anglo-russe [C.A.R.], La réunion du Comité anglo-russe à Berlin doit être examinée et jugée avec soin, sans précipitation ni esprit partisan. Le moment choisi pour la réunion du C.A.R. à Berlin était très grave sur le plan international. Le gouvernement conservateur britannique se préparait à rompre avec la Russie. La campagne visant à isoler la Russie de l'ensemble du monde civilisé battait son plein. La délégation syndicale russe a-t-elle été bien ou mal conseillée de faire certaines concessions afin de ne pas arriver à une rupture avec la délégation syndicale britannique à ce moment-là ? » Ce document pose la question de savoir si la tactique suivie par la délégation syndicale russe à la réunion de Berlin était bonne ou mauvaise. Mais, comme nous l'avons vu, Bou-

kharine était beaucoup plus explicite en affirmant qu'il était dans l'intérêt diplomatique de l'État russe de ne pas rompre avec le Comité anglo-russe, comité qui avait servi d'écran de fumée aux dirigeants syndicaux pour saboter la grève générale, tout en les reconnaissant officiellement comme les « seuls représentants du mouvement syndical britannique ».

Les documents officiels eux-mêmes posent le problème sans équivoque : un puissant mouvement prolétarien sera sacrifié parce que les exigences de la défense de l'État russe le veulent ainsi.

D'autre part, il s'agit d'une nouvelle confirmation du rôle joué par le C.A.R. au sein du mouvement britannique. Dans un article de R. Palme Dutt sur la réunion plénière du Parti communiste chinois en février 1928, la revue *L'Internationale Communiste* (n° 17 du 15/8/1928) rapporte les propos suivants : « Voici un tournant décisif dans l'attitude du Parti communiste à l'égard des masses. Jusqu'à présent, le Parti avait joué le rôle de critique et d'agitateur indépendant (et donc de leader idéologique) dans le mouvement mené par les réformistes. Désormais, la tâche du Parti communiste est de lutter contre les dirigeants réformistes pour se placer à la tête des masses. » Et dans une note, l'auteur ajoute : « on dit parfois que nous sommes passés du mot d'ordre de 'lutter pour la direction' à celui de 'changer de direction'. Ce n'est pas exact. En fait, le mot d'ordre de 'changement de direction' avait déjà été appliqué avant la nouvelle tactique, même lorsque la nouvelle tactique était combattue, et il ne signifie qu'une chose : la 'droite' du Parti travailliste doit être remplacée à la tête du mouvement par la 'gauche' du même parti. Actuellement, le parti se bat pour ses propres intérêts, pas pour corriger les erreurs du parti travailliste. Il faut lutter pour unir les masses derrière le Parti communiste et les éléments qui lui sont associés (minorité, etc.). C'est en ce sens que le slogan 'changement de direction' est valable pour la période actuelle. »

Le rôle du Parti est donc, en 1926, d'être le « leader idéologique » du mouvement mené par les réformistes et de « corriger les erreurs du Parti travailliste ». Quant à la « nouvelle tactique », qui sera aussi néfaste au mouvement prolétarien que la tactique opposée du Comité anglo-russe, nous la discuterons dans le chapitre sur l'« offensive » et le « socialisme ».

La question russe

En 1926-27, la Russie traverse une grave crise économique. Dès 1923-24, deux positions s'opposent au sein du Parti russe : l'une, de droite, Boukharine-Rikov, qui, rompant avec les conditions initiales posées par Lénine dans la NEP (voir *L'impôt en nature*⁶⁵), prônait le soutien à l'expansion des couches capitalistes, notamment dans les campagnes ; l'autre, de gauche, trotskiste, qui, sur la

⁶⁵ . Note du GIGC: Lénine, *L'impôt en nature*, 1921, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1921/04/vil19210421.htm>

base des formulations de Lénine, tendait à la mise en place d'un plan économique centré sur le renforcement du secteur étatique et socialiste, au détriment du secteur privé et capitaliste.

Le parti russe passa à la lutte contre Trotsky ; mais le bloc dirigeant qui va de Boukharine-Rikov à Staline-Zinoviev-Kamenev, s'il s'est uni dans la lutte contre le prétendu « trotskysme », ne parvint cependant pas à une unité de vues sur le plan positif des solutions à adopter face aux graves problèmes économiques qui avait donné lieu à l'instauration de la NEP. La droite lance le slogan « paysans, enrichissez-vous » et menace ouvertement le monopole du commerce extérieur. Mais elle ne présente pas non plus un plan économique et politique visant clairement à l'anéantissement des conditions initiales établies par Lénine dans la NEP, ni ne se distingue clairement du centre alors supplanté par Staline-Zinoviev-Kamenev (en se limitant aux dirigeants russes les plus importants). Comme toujours, la droite n'a pas besoin de définir des positions claires et s'en remet avant tout à l'impulsion directe des événements qui, dans des circonstances défavorables au mouvement révolutionnaire, ne peuvent que lui être favorables. Ce qui est essentiel pour elle, c'est la lutte contre la tendance prolétarienne, et pour cela elle se sert du centre qui saura mieux qu'elle mener à bien cette tâche contre-révolutionnaire.

Les années 1926 et 1927 sont marquées par une situation où les différents courants du Parti russe ne s'affrontent pas sur les solutions particulières à adopter face aux graves problèmes économiques auxquels la Russie est confrontée, mais où les discussions portent essentiellement sur des questions générales et théoriques. Les solutions pratiques viendront plus tard, lors de la 16e Conférence du Parti russe (1929), où sera décidé le premier plan quinquennal. En 1926-27, la lutte se limite à la tâche essentielle du moment : disperser toute réaction prolétarienne au sein du Parti russe. Selon le rapport du Plenum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti russe (voir *Lo Stato Operaio* de septembre 1927), « l'opposition se divise en trois groupes : 1° un groupe d'extrême gauche dirigé par les camarades Sapronev et Smirnov ; 2° le groupe qui accepte l'hégémonie de Trotsky et qui comprend, parmi les plus connus, Zinoviev, Kamenev, etc. 3° un groupe qui s'efforce d'adopter une position intermédiaire entre les courants d'opposition et le Comité central (Kasparova, Bielinaïa, etc.). »

En ce qui concerne le premier groupe, le document officiel caractérise son analyse de la situation par les points suivants : a) la lutte à l'intérieur du parti a le caractère d'une lutte de classes, entre la partie ouvrière du parti et l'armée des fonctionnaires ; b) cette lutte ne peut se limiter à l'intérieur du parti, mais doit impliquer les larges masses en dehors du parti dont l'opposition doit gagner le soutien ; c) il est possible que

l'opposition soit vaincue ; elle doit donc constituer un cadre actif, qui défendra également la cause de la révolution prolétarienne dans l'avenir ; ; d) le bloc Trotsky-Zinoviev ne comprend pas cette nécessité, il tend à se compromettre avec le groupe Staline, il n'a pas de ligne tactique claire ; ayant commis l'erreur de signer la déclaration d'obéissance au Parti du 16 octobre 1926, il doit piétiner ses engagements ; les vacillations de Trotsky et de Zinoviev doivent être dénoncées et démasquées comme étant celles du groupe Staline ; e) au cours des dernières années, les éléments capitalistes de la production se sont développés plus rapidement que les éléments socialistes en raison du retard technique du pays et du faible niveau de productivité du travail ; il n'est pas possible de progresser vers une véritable organisation socialiste de la production sans l'aide des pays techniquement avancés ou sans l'intervention de la révolution mondiale ; f) l'erreur principale de la politique économique du parti consiste dans la baisse des prix, qui ne profite pas à la classe ouvrière mais à tous les consommateurs et, par conséquent, également à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie ; g) la liquidation de la démocratie du parti et de la démocratie ouvrière en 1923 est le prélude à l'instauration d'une démocratie de paysans riches ; h) pour changer cet état de choses, il faut passer à l'organisation de grandes entreprises d'État dotées d'une technologie de production parfaite pour la transformation des produits agricoles ; i) le GPU, au lieu de lutter contre la contre-révolution, lutte contre le mécontentement justifié des travailleurs ; l'Armée rouge menace de devenir un instrument des aventures bonapartistes ; le Comité Central est une fraction « stalinienne » qui, en initiant la liquidation du parti, conduira à la fin de la dictature du prolétariat ; le système soviétique doit être « restauré ».

Ce courant est considéré par le Comité Central [C.C.] comme « un groupe d'ennemis du parti et de la révolution prolétarienne ». Selon le C.C., « il est solidement constitué en fraction illégale non seulement au sein du Parti, mais même au sein de la fraction Trotsky-Zinoviev. Il s'avère qu'un des groupes de cette fraction, le groupe d'Omsk, s'était fixé comme programme la préparation d'une grève générale dans toute la Sibérie et la paralysie de l'activité des grandes compagnies électriques de la région. »

Quant au groupe Trotsky-Zinoviev, le même document du C. C. du Parti russe écrit : « Le groupe Trotsky-Zinoviev est responsable des attaques les plus violentes contre le C. C. et sa ligne politique, et de l'activité fractionniste la plus éhontée au cours de l'année 1927, violant ouvertement les engagements solennels pris dans la déclaration du 16 octobre 1926. Ces derniers temps, ce groupe a concentré ses attaques sur la ligne du parti en matière de politique internationale (Chine, Angleterre) en spéculant sur les difficultés qui ont surgi dans ce domaine. Il a répondu à la préparation de la guerre contre l'URSS par des déclarations qui constituent un sabotage de

l'action du Parti pour mobiliser les masses contre la guerre et pour la résistance. De même type sont les déclarations selon lesquelles le C.C. du Parti est sur un plan de dégénérescence thermidorienne, que le cours de la politique du Parti est 'national-conservateur', que la ligne du Parti est celle des 'vieux paysans', que le plus grand danger qui menace la Russie n'est pas la guerre mais le régime interne du Parti, etc. Ces déclarations sont accompagnées d'actes de violation de la discipline et de fractionnisme ouvert : publication de documents de fraction, organisation de cercles de fraction, de conférences, etc., discours de Zinoviev contre le C.C. lors d'une assemblée sans parti, attitude de Trotsky lors de la réunion de l'Exécutif, accusation de 'thermidorisme' de Trotsky contre le Parti lors d'une réunion du C.C. de contrôle, manifestation publique contre le Parti au départ de Smilga d'une gare moscovite. Enfin, une campagne de pétition contre le C.C. est organisée par la diffusion d'un document signé par les 83 principaux membres de l'opposition. Par ailleurs, le groupe Trotsky-Zinoviev entretient des relations avec le groupe d'extrême gauche exclu du Parti allemand (Maslov-Fischer).

Tout cela montre que le groupe Trotsky-Zinoviev a non seulement violé tous les engagements qu'il avait pris dans la déclaration du 16 octobre 1926, mais que : 1) il s'est mis sur une voie qui conduit à être contre la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. dans la lutte contre l'impérialisme ; les accusations de thermidorisme lancées contre le C.C. ont pour conséquence logique de ne proclamer la nécessité de la défense de l'U.R.S.S. qu'après le renversement de ce C. C. ; 2) il s'est placé sur la voie qui conduit à la scission du Comintern ; 3) il s'est placé sur la voie qui conduit à la scission du Parti russe et de l'organisation en Russie d'un nouveau parti. »

Quant au groupe intermédiaire, le C.C. du Parti russe le considère comme « un groupe d'opposition latent, probablement révélateur d'un certain désarroi qui s'est manifesté chez certains éléments moins sûrs d'eux face aux graves difficultés du moment. »

Toute cette citation permet de se rendre compte de la gravité de la situation existante en Russie à cette période. Bien qu'il y ait des exagérations évidentes dans la façon dont les vues de l'extrême gauche et de la fraction Trotsky-Zinoviev sont présentées, il est clair que même ce qu'écrit le CC accusateur n'autorise pas la conclusion que les deux groupes opposés peuvent être assimilés à des mencheviks et à des contre-révolutionnaires.

Quant aux positions défendues par la droite, elles représentaient sans doute le vecteur d'une restauration de la classe bourgeoise en Russie selon le schéma classique de la reconstitution d'une économie fondée sur l'initiative et la propriété privée. Mais l'histoire devait écarter cette éventualité. Dans la phase de l'impérialisme monopoliste et du totalitarisme d'État, le renversement de la politique russe se fera par une autre voie, celle des plans quinquennaux, dont nous parlerons plus loin, et du capitalisme d'État.

Mais, comme nous le disions, avant d'arriver à ce pas décisif, il fallait gagner définitivement la bataille contre les différents groupes d'opposition, une bataille qui, en réalité, était dirigée contre le Parti lui-même et contre l'Internationale, puisqu'elle touchait le point fondamental de la doctrine marxiste : la notion internationale et internationaliste du communisme.

La résolution précitée du C.C. constitue une « demi-mesure » car les questions n'étaient pas définitivement. C'est en décembre 1927, lors du 15e Congrès du Parti russe, après l'échec de l'épreuve de force tentée par l'opposition avec la manifestation de Leningrad, que les problèmes seront pleinement traités.

La grande bataille du 15e Congrès tourna autour de la nouvelle théorie du « socialisme dans un seul pays » et de l'incompatibilité entre l'appartenance au Parti et à l'Internationale et la non-acceptation de cette thèse.

Sur ce point fondamental, le 7e Exécutif élargi (novembre-décembre 1926) s'était exprimé en ces termes : « Le Parti part du point de vue que notre révolution est une révolution socialiste, que la révolution d'Octobre n'est pas seulement le signal d'un bond en avant et le point de départ de la révolution socialiste en Occident, mais que : 1) elle représente une base pour le développement ultérieur de la révolution mondiale ; 2) elle ouvre la période de transition du capitalisme au socialisme dans l'Union des Soviets (la dictature du prolétariat), dans laquelle le prolétariat a la possibilité de construire avec succès, au moyen d'une politique juste à l'égard de la classe paysanne, la société socialiste complète. Toutefois, cette construction n'aura lieu que si la force du mouvement ouvrier international, d'une part, et la force du prolétariat de l'Union soviétique, d'autre part, sont telles qu'elles protègent l'État des Soviets d'une intervention militaire. »

Notez que la réalisation de la « société socialiste complète » ne dépend plus, comme à l'époque de Lénine, du triomphe de la révolution dans d'autres pays, mais de la capacité du mouvement ouvrier international à « protéger l'État des Soviets d'une intervention militaire. » Les événements ont montré qu'au contraire, ce sont les deux États impérialistes les plus puissants – la Grande-Bretagne et les États-Unis – qui « protégeront » la Russie des Soviets.

Tant au 7e Exécutif élargi qu'aux nombreuses réunions du Parti russe et de l'Exécutif de l'Internationale, le prolétariat russe et international a perdu sa bataille. La consécration de cette défaite est intervenue au 15e Congrès du Parti russe (décembre 1927), lorsque fut proclamée l'incompatibilité entre l'adhésion au Parti et la négation de la « possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays ».

Mais cette défaite devait avoir des conséquences décisives tant à l'intérieur de la Russie que dans le mouvement communiste mondial. La lutte des classes n'admet

pas de solution intermédiaire, surtout à des moments aussi importants que ceux de notre époque. La proclamation de la théorie du socialisme dans un seul pays, puisqu'elle ne pouvait se résoudre pratiquement dans l'extraction de la Russie d'un monde dans lequel – après la défaite de la révolution chinoise – le capitalisme passait partout à la contre-attaque et, par le fait même de rompre le lien nécessaire entre la lutte de la classe ouvrière de chaque pays contre son capitalisme respectif et la lutte pour le socialisme à l'intérieur de la Russie, rejetait le facteur de classe prolétarienne. Et elle devait inévitablement en admettre un autre sur lesquels la Russie s'appuyait de plus en plus : le capitalisme mondial. Évidemment, cette transition de l'État russe n'était possible qu'à deux conditions :

- 1) que les partis communistes cessent de représenter une menace pour le capitalisme ;
- 2) qu'à l'intérieur de la Russie, le principe de l'économie capitaliste – l'exploitation des travailleurs – soit rétabli.

Dans ce chapitre, nous traiterons du second point ; dans les chapitres suivants, nous traiterons du premier.

Sur la base d'une logique que nous aimerions qualifier de « chronologique », s'est formée l'opinion que la ligne de dégénérescence de l'État russe débuta avec l'adoption de la NEP (en mars 1921) et mena inévitablement au nouveau cours introduit après 1927.

Cette opinion est superficielle et ne correspond pas à une analyse des événements selon les principes marxistes.

Il faut préciser que la manœuvre économique fut rendue nécessaire par les événements, par les difficultés insurmontables dans lesquelles se trouvait la dictature du prolétariat, et qu'elle fut possible précisément parce qu'elle fut réalisée sous une dictature du prolétariat. Cela ne signifie évidemment pas que les forces économiques bourgeoises ne se développaient pas et que le rapport des forces politiques ne tendait pas à se modifier. Cependant, ce changement des rapports en faveur des forces bourgeoises, provoqué par la NEP, ne pouvait être dangereux et mortel pour la dictature prolétarienne en Russie que si l'équilibre international des forces évoluait, comme ce fut le cas, vers la prédominance de la réaction bourgeoise et le reflux de la vague révolutionnaire. Dans le cas contraire, la reprise momentanée des forces bourgeoises aurait été balayée par la dictature prolétarienne ayant maintenu ses positions politiques.

La position de Lénine à partir de 1917 était basée sur ces considérations principales :

- 1) une intransigeance politique absolue qui conduirait le parti bolchevique à adopter les positions de combat

les plus ouvertes contre toutes les formations politiques bourgeoises, y compris celles de l'extrême gauche sociale-démocrate. On sait qu'en janvier 1918⁶⁶, Lénine, après avoir analysé les résultats des élections à l'Assemblée constituante non pas selon les critères banals de la démocratie parlementaire, mais selon les critères de classe opposés, et après avoir constaté que les bolcheviques étaient une minorité arithmétique et globale dans le pays, mais qu'ils étaient majoritaires dans les centres industriels, procéda à la dispersion violente de cette Assemblée élue sur la base des principes démocratiques.

- 2) une politique économique avisée qui délimitait les possibilités du prolétariat – et par conséquent du parti de classe – par rapport aux possibilités concrètes offertes par le modeste degré de développement des forces et de la technique de production. Le programme de Lénine impliquait le simple « contrôle de la production », ce qui signifiait que les capitalistes restaient à la tête de l'industrie.

Cette apparente contradiction entre une politique économique de concessions et une politique générale extrêmement intransigeante est inexplicable si l'on ne se place pas – comme le faisait systématiquement Lénine – sur le plan international et si l'on ne considère pas la révolution russe en relation avec le développement de la révolution mondiale. Si, du point de vue national russe, les concessions dans le domaine économique sont inévitables en raison du retard du développement industriel du pays, du point de vue politique, en revanche – puisque l'expérience de la dictature du prolétariat est fonction de l'évolution internationale – la politique la plus intransigeante devient non seulement possible mais nécessaire puisque, en dernière analyse, elle est un épisode de la lutte mondiale du prolétariat.

Lénine agit en conformité avec les principes marxistes tant en 1917, lorsqu'il s'est limité au « contrôle des industries », soit durant le communisme de guerre entre 1918 et 1920⁶⁷, soit lorsqu'il préconisait la politique de la NEP en mars 1921. Toute sa politique part d'une approche internationale du problème russe, et la NEP elle-même sera considérée comme inévitable en raison du retard de l'essor révolutionnaire du prolétariat mondial, tandis que, d'autre part, il précisera les conditions de base dans lesquelles les concessions contenues dans la politique de la NEP devront être strictement respectées.

On sait que Lénine, en remplaçant le système de réqui-

⁶⁶ . La version italienne d'origine indique janvier 1919 ce qui ne peut qu'être une erreur de l'auteur, l'Assemblée constituante ayant été dissoute en 1918 – note du GIGC

⁶⁷ . C'est-à-dire durant la guerre civile sanglante et sauvage que les puissances impérialistes et les armées blanches, entretenues par les premières, imposèrent au prolétariat russe et à sa dictature isolée au plan international – note du GIGC.

sition (qui privait le paysan de toute possibilité de disposer de son produit) par l'imposition en nature (le paysan était libre de disposer du produit restant après le quota qui revenait à l'État) et en autorisant le rétablissement du marché et de la petite industrie, a divisé l'économie russe en deux secteurs, le secteur socialiste et le secteur privé. Le premier secteur – le secteur étatique – devait engager une course de vitesse contre le second afin de le vaincre sur le plan économique par une meilleure efficacité du travail et une augmentation de la production.

Cependant, la qualification de socialiste accordé au secteur étatique ne signifiait nullement que la *forme* étatique suffisait à déterminer le caractère socialiste de ce secteur. Lénine insista mille fois sur le fait que les chances de succès du secteur étatique n'étaient pas du tout dues au fait qu'au lieu du secteur privé, c'était l'État qui dirigeait l'industrie, mais au fait qu'il s'agissait d'un État prolétarien étroitement lié au cours de la révolution mondiale.

Lénine créa la NEP en mars 1921. C'est en 1923-1924 que les premiers résultats se firent sentir et, en même temps, la lutte au sein du Parti russe montra que les prédictions sur un développement du secteur socialiste au détriment du secteur privé n'étaient pas confirmées par les événements. Alors que Trotski prévoyait des dispositions pour le développement du secteur socialiste et la lutte contre la bourgeoisie renaissante, en particulier dans les campagnes, la droite de Boukharine ne voyait pas d'autre solution aux problèmes économiques qu'une plus grande liberté en faveur des éléments capitalistes de l'économie soviétique.

En 1926-27, la bataille prend, au sein du Parti et de l'Internationale, les proportions que nous avons rappelées, et la défaite sera totale pour les éléments de gauche qui ne pourront se maintenir dans le parti qu'à condition d'abjurer le principe international et internationaliste de la lutte pour le socialisme.

L'évolution historique n'obéit pas à des critères formalistes dans la mesure où une restauration des principes économiques du capitalisme ne pouvait être considérée comme possible en Russie que par le rétablissement de la forme classique de la propriété individuelle. La Russie allait se trouver en 1927 et de plus en plus par la suite dans une situation mondiale caractérisée, comme au siècle précédent, non pas par le reflet des principes économiques du libéralisme dans l'appropriation privée des moyens de production et de la plus-value, mais dans une autre situation où s'imposaient le totalitarisme d'État et l'assujettissement à celui-ci de toute forme d'initiative privée.

Après la défaite de la gauche au sein du Parti russe, nous ne voyons pas – en raison des caractéristiques susmentionnées de l'évolution historique générale – un

triomphe de la droite, mais le fait que la solution des problèmes économiques ne peut être obtenue que par une lutte contre les stratifications capitalistes apparues au cours de la NEP.

Mais entre la politique de la NEP et celle qui lui succédera plus tard, celle des Plans quinquennaux, y a-t-il ou non une solution de continuité ? Pour répondre à cette question, il faut tout d'abord rappeler que, comme le montre Charles Bettelheim dans son livre *La planification soviétique*, la NEP n'avait pas atteint ses objectifs ni dans le domaine politique, puisqu'elle avait conduit à une hypertrophie de la bureaucratie, ni dans le domaine économique, puisqu'au lieu d'assurer la victoire du secteur socialiste elle avait conduit à un renforcement du secteur privé, ni enfin dans le domaine économique plus général, puisqu'en 1926-27 il y avait une grave crise économique en Russie.

En présence de ce que Bettelheim qualifie d'« échec de la NEP », la question se pose de savoir si 1927 marquait inéluctablement l'heure des comptes et si, en raison de circonstances internationales défavorables, il n'y avait plus de possibilité de préserver l'État russe pour le prolétariat. Mais ce n'est pas le sujet qui nous préoccupe ; notre tâche est surtout d'informer sur le cours des événements.

Le fait incontestable est que le rétablissement du principe économique de l'exploitation capitaliste est inscrit dans les Plans quinquennaux. Le premier sera décidé à la 16e Conférence du Parti russe en avril 1929 et approuvé par le 5e Congrès des Soviets en mai 1929. Le point fondamental de ces plans est d'abord d'atteindre, puis de dépasser continuellement les taux de production en prenant comme référence à la fois la période d'avant 1914 et les résultats obtenus dans d'autres pays. En un mot, quelle sera la substance de la nouvelle reconstruction soviétique ? Les documents officiels ne le cachent pas : il s'agit de reconstruire une économie du même type que l'économie capitaliste, qui sera d'autant plus qualifiée comme « socialiste » que les niveaux de production atteints seront élevés.

Le plan économique conçu par Lénine et adopté lors du 9e congrès du parti communiste russe en avril 1920 situait tout le problème dans la croissance de l'industrie de consommation : cela signifiait que l'objectif essentiel de l'économie soviétique était d'améliorer les conditions de vie des masses laborieuses. En revanche, la théorie des plans quinquennaux visait à poursuivre le développement de l'industrie lourde au détriment de l'industrie de consommation. Le débouché des plans quinquennaux dans l'économie de guerre et dans la guerre était donc aussi inévitable que pour la configuration correspondante de l'économie dans le reste du monde capitaliste.

Parallèlement au changement substantiel des objectifs

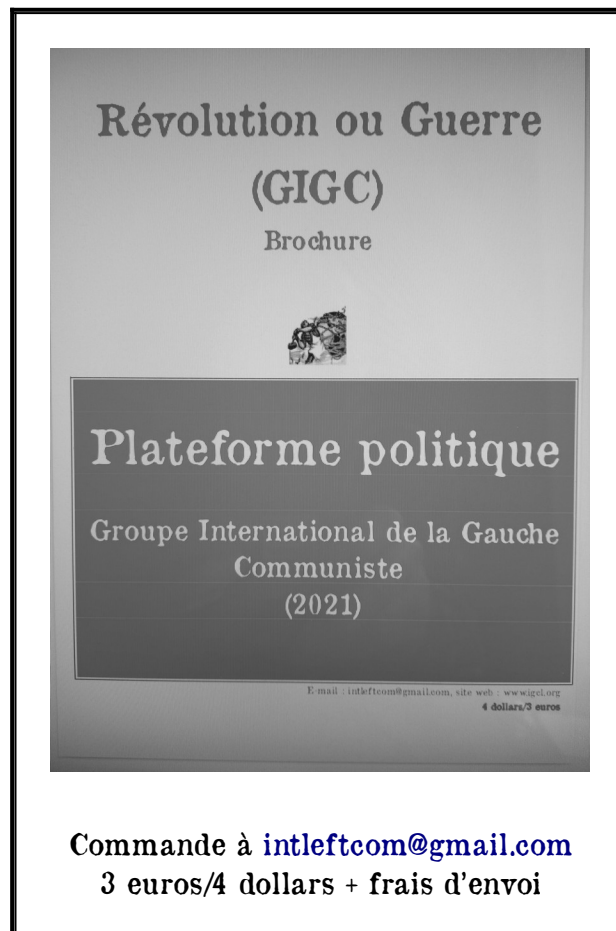
de production, qui seront uniquement ceux d'une accumulation constante de capital dans l'industrie lourde, il y aura un autre changement dans la conception de « l'industrie socialiste », dont le critère distinctif sera établi dans la forme non privée et étatique : l'État-proprétaire deviendra le dieu auquel seront immolés non seulement les sacrifices des millions de travailleurs russes qui devront revitaliser avec zèle la quantité et la qualité de la production pour ne pas encourir l'accusation et la condamnation de « trotskistes », mais aussi les cadavres des créateurs de la révolution russe.

Le principe économique de l'exploitation croissante des travailleurs, caractéristique du capitalisme, sera rétabli en Russie, parallèlement aux lois générales de l'évolution historique qui conduisent à une intervention croissante et totalitaire de l'État. Le droitier Boukharine et

son camarade Rykov seront également exécutés. Ce qui triomphe en Russie, c'est ce qui doit ensuite triompher dans tous les pays : le totalitarisme d'État ; et la conséquence ne peut être que la même en Russie aussi : la préparation et la participation gigantesque à la Seconde Guerre mondiale.

La Gauche italienne, voyant dès le début la substance de l'évolution politique en Russie, ne s'est pas laissée captiver – comme Trotsky – par la forme de propriété étatique en Russie. Dès 1933, elle soulève la nécessité d'assimiler la Russie soviétique au monde capitaliste, préconisant la même tactique au cours du conflit impérialiste, dans lequel elle sera inévitablement conduite par la théorie du « socialisme dans un seul pays » et par la théorie des plans quinquennaux.

(à suivre)



• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec) :

- Le Port de Tête 262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal H2T 1P5
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie : Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest-1012

Royaume-Uni : Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

Canada (Colombie-Britannique) : Spartacus Books, 101-1983 Commercial Drive, Vancouver, V5N 4A8

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #23 (janvier 2023)

Crise et guerre, facteurs de la lutte entre les classes
Luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires
Le décès de la Reine Elisabeth et la dynamique de grèves en Grande Bretagne
Réflexions sur les élections de mi-mandat présidentiel aux États-Unis
La voie difficile de l'impérialisme européen (TCI)
Réunion publique du comité NWBCW à Paris
Impasse et contradictions du CCI face au « parasitisme »
Renouveau et dynamisme de la publication de la TCI en France
Commentaires sur les positions de base du GIGC
Combattre contre l'introduction de l'anarchisme au sein du camp prolétarien

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #24 (mai 2023)

Face à la menace de guerre mondiale, la classe ouvrière doit répondre par la grève de masse
Malgré le contrôle étatique et syndical, une véritable dynamique internationale de réponse ouvrière
La gauche et les gauchistes à l'œuvre en Iran
Lutte ouvrière en France : 1^{er} communiqué du 23 janvier 2023 et 2^e communiqué du 19 mars 2023
Tract de *Bilan et Perspectives* (TCI) du 7 février 2023
Correspondance avec *Bilan et Perspectives*
Comprendre l'ampleur politique du sabotage syndical lors des grèves en Grande Bretagne
Réunion publique du comité « non à la guerre sauf la guerre de classe » à Paris
La fuite erratique dans l'activisme du groupe Emancipación (Nuevo Curso)
Grèves ouvrières durant la guerre de 1939-1945 au Canada (TCI)
Le pacifisme prêt à intervenir contre les grèves face à la guerre impérialiste

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève de masse*.
- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chávez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcellaires*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.